

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 JUILLET 1919.

Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BOLOGNE.

MESSIEURS,

Pour que la loi projetée soit une modification heureuse, elle doit avoir pour but :

1° D'augmenter dans une forte proportion les ressources provenant des droits sur les tabacs ;

2° De ne pas porter atteinte à la culture indigène si développée en Belgique ;

3° D'être d'application facile et d'infraction difficile ;

4° De favoriser l'industrie nationale en encourageant la production de fabricats de bonne qualité qui puissent facilement concourir sur le marché mondial.

Le projet de loi atteint-il ces quatre buts principaux ?

Un examen attentif du projet nous permet d'affirmer que l'application de cette loi amènerait des résultats diamétralement opposés aux buts sus-indiqués.

Le but principal du projet de loi est évidemment de procurer au Trésor des ressources importantes. Pour atteindre ce résultat, le Gouvernement propose de substituer au droit spécifique actuel de fr. 0.70 (fr. 0.15 d'accise + fr. 0.55 de douane) un droit *ad valorem* de 50 p. c.

Pour juger ce que peut rapporter un droit *ad valorem*, il faut nécessairement savoir ce que vaut *normalement* la marchandise que la loi vise. J'appuie à dessein sur ce qualificatif parce qu'une loi qui vise une industrie aussi importante que celle du tabac en Belgique ne peut être conçue dans la perspective de devoir être changée dans un ou deux ans et d'amener par ce fait des perturbations nou-

(1) Projet de loi, n° 111.

(2) La section centrale était composée de MM. Tibbaut, président, Duysters, Thienpont, De Bue, Claes, Bologne et de Wouters d'Oplinter.

velles qui sont toujours des causes de mécontentement général et de modifications techniques onéreuses pour les intéressés.

Des mois de février à mars de cette année-ci, la moyenne des tabacs qu'on a dédouanés représente une valeur de 8 francs; actuellement déjà, après de fortes importations de tabacs arrivés par millions de kilos, la base de perception des droits *ad valorem* est de fr. 1.75. Il est évident que si en si peu de temps les prix se sont rapprochés des prix normaux d'avant guerre, cette diminution dans la valeur de la marchandise ne fera que s'accroître dans la suite.

Peut-on élaborer une nouvelle loi et renverser tout le régime fiscal établi depuis presque un demi-siècle, sur la base d'une situation tout-à-fait anormale et accidentelle?

Il nous a paru qu'il était beaucoup plus sage de nous baser sur la longue expérience des nombreuses années normales qui ont précédé 1914.

Si nous examinons le rapport présenté en 1912 par le courtier assermenté Henri Deutz d'Amsterdam sur les différentes campagnes des tabacs des Indes Néerlandaises vendue publiquement en Hollande, que voyons-nous? Dans les cinq dernières récoltes y mentionnées, c'est-à-dire de 1907-1908-1909-1910 et 1911, onze millions de kilos de tabac en moyenne par année (des genres Malang, Rembang et Kediri) ont été vendus à une moyenne n'excédant pas 17 cents hollandais, soit 70 centimes au kilog. Et il en est de même des tabacs Nord-Américains, Russes, Algériens, Birman et provenant du Paraguay.

Voilà la base sur laquelle il faut établir les calculs des rendements de la loi proposée par le Gouvernement et rien ne nous paraît plus dangereux que de se baser sur les prix actuels.

Or, en envisageant cette base sûre, on doit arriver à la conclusion que le nouveau projet du Gouvernement aura comme résultat de faire produire au tabac la moitié de l'ancien impôt. En effet, 50 p. c. de 70 centimes représentent 35 centimes, alors que l'ancien droit spécifique était de 70 centimes.

Le Gouvernement l'a tellement bien compris qu'il a déposé à la Section centrale un amendement qui fixe à 140 francs les 100 kilos le minimum des droits à percevoir *ad valorem*.

Or, 140 francs les 100 kilos comme minimum de droit *ad valorem* suppose que jamais les tabacs ne peuvent descendre en dessous de 280 francs les 100 kilos. Ou bien c'est faire fi du principe *ad valorem*.

Nous savons qu'avant la guerre le tabac coûtait en moyenne 70 centimes le kilo. Nous voulons bien admettre qu'il faudra longtemps pour que nous puissions retrouver ce prix modeste et que très probablement il ne reviendra plus jamais. Mais de là à envisager une législation toute nouvelle sur la base de quatre fois le prix normal nous semble une erreur profonde. Le prix de revient probable de n'importe quel produit brut dans quelques mois d'ici n'excédera pas en moyenne le prix normal multiplié par un coefficient qui variera entre 2 et 3. Interrogez les importateurs de café, de coton ou de tabac, ils vous donneront tous la même réponse.

Déjà des quantités de tabac font route sur Anvers à des prix inférieurs à fr. 2.80.

Personne dans le monde bien informé des importateurs de tabac n'oserait con-

redire que d'ici peu de temps la loi du Gouvernement imposant 50 p. c. *ad valorem* sur le produit brut avec un minimum de 140 francs les 100 kilos se réduira à un droit spécifique de 140 francs les 100 kilos, car la très grande partie des tabacs qui seront importés ne coûtera pas 280 francs les 100 kilos. Et alors? ... Le Gouvernement touchera au maximum un droit spécifique de 140 fr. les 100 kilos et rien de plus.

Résultat : sur le tabac indigène 9 millions de kilos à 80 centimes le kilo, soit :

	7,200,000 francs.
sur l'exotique, 7,550,000 kilos à fr. 1.40, soit	10,290,000 —
Total . . .	17,490,000 —

ce qui est un rendement tout à fait insuffisant.

Donc la première condition n'est pas remplie, c'est-à-dire celle : 1° *d'augmenter dans une forte proportion les ressources provenant des droits sur les tabacs.*

Voyons maintenant la situation créée à la culture du tabac indigène.

Pour ce qui concerne le tabac indigène, celui-ci ne peut exister, que grâce aux droits protecteurs. Nous entendons par là : *en temps normal*. Si avant la guerre il n'y avait pas eu de droits d'entrée en Belgique sur les tabacs exotiques, l'indigène ne s'y serait pas cultivé. Produire du tabac à 60 et 70 centimes le kilo n'est pas un métier qui peut faire vivre notre culture. Le prix du tabac indigène se règle sur la moyenne du prix en consommation d'un bon tabac exotique. Or, actuellement le prix du tabac exotique est non seulement encore anormalement cher, en moyenne 5 francs le kilo, mais encore il est grevé d'un droit *ad valorem* de 50 p. c., c'est-à-dire que son prix en consommation devient 6 francs le kilo environ.

L'industriel belge paiera donc au paysan qui lui offrira des tabacs indigènes un prix qui se rapprochera de 6 francs diminué de 80 centimes perçus par l'accise, c'est-à-dire fr. 5.20 le kilo. Avant la guerre, le paysan n'a jamais touché pour son tabac plus de fr. 1.20 au kilo, droit d'accise compris. Il obtient donc actuellement plus de quatre fois cette valeur. S' imagine-t-on l'encouragement à la culture que cette situation provoque? Le Gouvernement veut-il transformer la Belgique en un vaste champ de tabac au détriment d'autres cultures indispensables?

Le haut prix des tabacs exotiques n'est-il pas déjà un stimulant suffisant pour animer l'ardeur des producteurs de tabac en Belgique?

Il est certain que cette situation ne continuera pas toujours et qu'avec la baisse de la valeur des tabacs exotiques viendra la baisse du produit indigène. Mais pourquoi le Gouvernement, en frappant de 50 pour cent « *ad valorem* » le produit exotique déjà si cher, augmente-t-il encore la grande valeur dont jouit le produit national?

Pour l'avenir, le projet du Gouvernement présente encore le même danger. Par son amendement fixant à 140 francs les 100 kilogs le minimum de droit « *ad valorem* » à percevoir, le Gouvernement fait supposer qu'il considère comme l'exception les tabacs qui acquitteront ce minimum. Donc, dans l'esprit du légis-

lateur, 280 francs les 100 kilogs est un minimum probable pour la valeur du tabac exotique. Celui-ci coûtera donc 280 + 140, soit 420 francs les 100 kilogs en consommation. En appliquant le principe énoncé plus haut, nous pouvons conclure que la valeur de l'indigène sera à ce moment-là de 420 francs moins 80 francs, soit fr. 3.40 le kilog, c'est-à-dire que le Gouvernement compte assurer au planteur de tabac à l'avenir un prix de fr. 3.40 le kilog, alors qu'avant la guerre celui-ci n'a jamais touché plus de fr. 1.20 le kilog. Faut-il donc qu'une partie de la population qui a réalisé de grands profits pendant la guerre continue à s'enrichir aux dépens des consommateurs ?

Le haut prix des tabacs exotiques est déjà une protection suffisante pour la culture indigène pour que le Gouvernement ne songe pas à l'augmenter encore. En maintenant le droit « ad valorem » sur le produit brut étranger, le Gouvernement protège la culture indigène d'une façon non seulement injustifiable, mais encore dangereuse.

Donc la seconde condition est trop bien résolue et si le Gouvernement *2° ne porte pas atteinte à la culture indigène*, il l'encourage outre mesure au détriment non seulement du consommateur belge, mais encore d'autres produits plus utiles.

5° La loi est-elle d'application facile et d'infraction difficile ?

Il suffira d'énumérer quelques cas précis pour s'en rendre compte :

a) Quelle est la voie à suivre par l'importateur qui possède dans tous les pays de production des comptoirs d'achat où il rassemble toutes les petites parties de tabac achetées à de nombreux producteurs étrangers à des prix différents en monnaies étrangères, en poids étrangers, et qui manipule, fermente, emballe, trie ses marchandises ? Comment peut-il produire une facture qu'il ne possède pas, comment doit-il établir son prix de revient afin de donner au fisc toutes les garanties de contrôle possibles ? La chose est tellement compliquée que des conflits les plus préjudiciables au commerce viennent de se produire à Anvers et qui n'ont eu d'autres causes. De grosses parties de tabac se trouvent toujours sur quai alors qu'elles sont débarquées depuis cinq ou six semaines, le contrôleur ne parvenant pas à contrôler la déclaration de l'importateur.

Un petit négociant de deuxième ordre ayant acheté en seconde main une partie de tabac Brésil de 200 balles et l'ayant payée 5 francs se présente chez le contrôleur pour dédouaner ses tabacs sur la base de sa facture. Ses documents sont parfaitement en règle et rien ne s'oppose à lui donner satisfaction. Aussi le contrôleur accepte sa déclaration.

Mais un importateur de toute première main, travaillant sur la base appliquée dans le paragraphe précédent arrive avec 10,000 balles, importées dans les meilleures conditions possibles, et sur la base de documents incontestables, prouve que la marchandise lui revient quai Anvers à fr. 3.50 le kilogramme. Dans quelle situation inextricable se trouve un contrôleur consciencieux !

Est-ce le prix de revient qui doit servir de base ? Alors, le petit négociant aura payé fr. 2.50 de droits quand son concurrent plus puissant ne paie que fr. 1.75.

Est-ce la valeur du jour ? Mais le grand importateur soutiendra, sans qu'on puisse le contredire, que lui avec ses 10,000 balles fixe la valeur du jour. C'est le devoir du grand importateur de faire baisser les prix, d'apporter dans son pays

des marchandises au plus bas prix possible et il ne peut être admis un seul instant qu'une institution nationale puisse paralyser cet effort.

Résultat de ce conflit : des centaines de mille kilogrammes de tabac se trouvent sur quai à Anvers sans qu'on puisse les dédouaner, exposés aux variations atmosphériques, au pillage et aux frais de veille qui atteignent des sommes insensées et pour le payement desquels des procès sont engagés.

c) Certaines parties de tabac se composent de différentes classifications dont la valeur peut varier du simple au décuple. Toute la partie figure sur la facture à un prix moyen. Le déclarant peut donc déclarer n'importe quelle quantité, même les plus chères, à son prix moyen et dédouaner ainsi ce qui vaut 6, 7, 8, 9 et 10 sur la base de 5 francs. Il réexportera alors les classifications qui ne valent que 4, 3, 2 et 1 franc et le fisc sera lésé. Pour prévenir cette fraude, il n'y a qu'un moyen théorique, c'est de supposer au contrôleur une telle connaissance de l'article tabac qu'il est capable d'estimer la valeur de chaque classification comparativement à l'ensemble. Cette compétence n'existe même pas chez les tobacconistes les plus expérimentés, car s'ils sont capables pour quelques sortes qui entrent dans leur spécialités de faire un tel travail, ils sont absolument incompetents pour toutes les variétés de tabac.

d) Lorsque le moindre conflit intervient avec le contrôleur, ou s'il s'agit simplement de fixer la valeur à l'importation, le négociant importateur est obligé d'apporter tous ses documents, sur lesquels se trouvent le nom de ses correspondants, les prix exacts qu'il a payés, les commissions qu'il a dû accorder et ces documents, qui sont ce que l'importateur a de plus secret, entrent dans le domaine public. S'il ne s'agissait que d'une simple présentation des documents au contrôleur, qui est un haut fonctionnaire conscient de ses devoirs, le mal ne serait pas grand. Mais en cas de conflit, ces documents doivent lui être confiés. Ils traînent fatalement dans des bureaux. Et si les indiscretions ne proviennent pas de la douane, elles viennent fatalement des intermédiaires. Un négociant ne peut pas toujours aller lui-même présenter ses documents. S'il devait s'occuper de cette besogne, il ne lui resterait guère de temps pour faire autre chose. Il est obligé, puisque la douane l'exige, de les confier à son expéditeur ou transitaire. Il doit lui accorder une confiance excessive et non seulement à l'expéditeur, mais encore à ses employés. Le secret le plus intime de ses affaires, l'âme de ses affaires se trouve confiés à une série d'étrangers.

Peut-on affirmer qu'un tel système puisse satisfaire le commerce honnête? Ne doit-on pas chercher à éviter des situations aussi pénibles pour ceux qui y sont intéressés? Est-ce que de telles situations ne doivent pas fatalement être la source de conflits?

Si le commerçant dédouane sa marchandise, celle-ci porte des documents mentionnant les droits déboursés. N'importe qui sait calculer peut donc facilement établir le prix qui a servi de base au dédouanement, et comme ce prix est presque toujours le prix coûtant, tous les clients de l'importateur connaissent exactement son prix de revient. Inutile d'insister sur le préjudice que cause un tel système aux commerçants importateurs et d'autant plus grand que certaines interprétations de chiffres sont souvent erronées de la part des acheteurs.

f) Une partie de tabac arrive à Anvers. L'importateur dirige la moitié sur

entrepôt de Bruxelles et l'autre sur entrepôt d'Anvers. Deux contrôleurs doivent en estimer la valeur pour dédouaner le même tabac. Anvers accepte le prix de 580 francs pour 100 kilogrammes, Bruxelles exige 490 francs les 100 kilogrammes. L'importateur refuse le prix imposé par Bruxelles. La marchandise est saisie. (Ce conflit existait à la date du 6 juin 1919.) Ce qui met le comble à l'absurdité du système, c'est que la marchandise qui est arrivée en entrepôt de Bruxelles a subi un contrôle à Anvers où le prix de 580 francs a été accepté par le contrôleur d'Anvers, car il s'agissait d'établir un passe-avant à caution. Donc, la valeur acceptée à Anvers est majorée de plus de 23 p. c. à Bruxelles. Voilà deux contrôleurs qui se trouvent en conflit et qui émettent des avis absolument différents. S'ils ne s'entendent pas entre eux, alors qu'ils défendent les mêmes intérêts, comment ne doivent-ils pas entrer en conflit continuuel avec les intéressés et même avec ceux qui sont les plus honnêtes.

Que doit penser le client de l'importateur qui reçoit la même marchandise d'Anvers et de Bruxelles? Sur l'une on lui réclame fr. 4.90 de droits, sur l'autre fr. 2.45. Il mettra certainement en doute l'honnêteté de son vendeur.

Il serait facile de trouver encore de nombreux exemples de difficultés d'application de la loi. Nous ne voulons citer que les plus caractéristiques et nous pensons avoir fait suffisamment la preuve que *la loi est d'application difficile et d'infraction facile*.

Reste la dernière condition à examiner, c'est-à-dire qu'il s'agit de savoir si la nouvelle loi est *favorable à l'industrie nationale*.

Nous concluons formellement par la négative, parce qu'une perception de droits proportionnée à la valeur d'un produit est un encouragement à l'utilisation de produits dont le prix est réduit, donc une tendance à employer des produits défectueux.

Ensuite, la ristourne des droits sur les produits destinés à l'exportation est presque impossible et nécessite des recherches d'une complexité inouïe. L'industrie nationale devra renoncer à l'exportation, faute de pouvoir déterminer la ristourne des droits déboursés.

Et, d'une *façon générale*, le projet gouvernemental est mauvais, parce que, dans son application pratique, il est certain que, par les minimums imposés dans son amendement, le principe « *ad valorem* », qui doit être respecté, est complètement sacrifié. Au point de vue de ce principe démocratique, le projet gouvernemental manque totalement son but.

La Section centrale a pris connaissance du projet présenté par le Syndicat national des tabacs, organisme auquel sont affiliés un très grand nombre d'importateurs, de cultivateurs, de fabricants et de détaillants.

Voyons s'il remplit mieux les quatre conditions que nous jugeons indispensables.

1° Augmenter pour le Gouvernement les ressources provenant des droits sur le tabac.

L'amendement du Gouvernement déposé à la Section centrale fixe les minimums de la perception *ad valorem* comme suit :

Tabacs non fabriqués : Ecôtés, 180 francs les 100 kilogs;

Autres, 140 — —

Inutile de mentionner les tabacs fabriqués, la quantité importée étant insignifiante.

Seul le minimum de 140 francs sur les tabacs « non écôtés » est à retenir. C'est le seul qui peut influencer le résultat final de façon marquante.

Actuellement, à peine six mois après l'armistice, des centaines de mille kilogs d'excellent tabac acquittent un droit d'entrée de 475 francs les 100 kilogs. De grosses quantités de tabac d'aussi bonne qualité font route pour Anvers et coûteront moins de 280 francs les 100 kilogs. *Cela veut dire que dans quelques semaines déjà le minimum de 140 francs les 100 kilogs devra être appliqué.* Il est certain que dans un an la grosse majorité des tabacs se trouveront dans le même cas. Dès lors, on peut considérer *les minimums fixés par le Gouvernement comme de véritables droits spécifiques.*

Si l'intention des auteurs et partisans du nouveau projet était de combattre le but principal du Gouvernement en l'empêchant de trouver dans le tabac une nouvelle et importante ressource, ils se contenteraient d'approuver purement et simplement ce projet qui ne peut produire sur la base de calculs précis que 20,000,000 au maximum.

Mais telle n'est pas leur intention. Ils comprennent, dans un sentiment patriotique qui les place au-dessus de leurs intérêts personnels immédiats, qu'il faut aider le Gouvernement à trouver les ressources raisonnables possibles dans un article qui peut encore les lui donner ; voici ce qu'ils proposent :

D'abord un droit spécifique sur le produit brut est fabriqué qui touche ces produits à l'entrée dans le pays. Ce droit spécifique correspond pour les tabacs bruts au droit *ad valorem* prévu dans l'amendement du Gouvernement ; il est fixé à fr. 1.40. Le droit d'accise sur l'indigène reste fr. 0.80 au kilog. Le droit spécifique sur le produit fabriqué est de 7 francs au lieu de 12 francs que prévoit l'amendement du Gouvernement. Antérieurement, le droit sur les produits fabriqués était de 6 francs. Le projet conçu par le Syndicat national augmente ce chiffre de 1 franc à raison de l'augmentation prévue du droit sur les tabacs bruts (fr. 1.40 au lieu de fr. 0.55).

La seule différence entre le nouveau projet préconisé et celui du Gouvernement est en réalité purement théorique et consiste surtout à appeler minimum de droits *ad valorem* ce qui en pratique ne sera qu'un droit spécifique pur et simple.

Sur la base de données certaines et indiscutables, on peut affirmer que dans un avenir rapproché, adopter le projet du Gouvernement sous forme de minimum aux droits ad valorem ou adopter le projet de droits spécifiques, proposé dans le projet du Syndicat, aura pour le Gouvernement exactement le même résultat financier.

Mais le nouveau projet n'en reste pas là. Sur ce droit spécifique, indispensable pour des raisons que nous examinerons plus loin, il greffe ensuite un nouveau droit *ad valorem* sur le produit fabriqué destiné à la consommation belge, et ce nouveau droit devient une nouvelle source de revenus, plus abondante encore que le premier.

Sur la base de calculs émanant de la Chambre syndicale des Fabricants de tabacs de Liège, le droit qui sera perçu sur le produit fabriqué à la sortie de la

fabrique belge apportera au Gouvernement un nouveau revenu de 25 millions au moins.

Le nouveau projet fait rendre au tabac plus du double de ce que le Gouvernement pourrait espérer de son propre projet.

En adoptant donc le projet préconisé, le Gouvernement peut espérer de 40 à 45 millions de francs de l'impôt sur le tabac, alors que de son projet, dans une période très prochaine, 20 millions peuvent être considérés comme un maximum.

Le nouveau projet remplit donc parfaitement la première condition.

Voyons maintenant la seconde condition :

2° *Ne pas porter atteinte à la culture indigène.*

Avant la guerre l'indigène était protégé de 55 centimes de droits fiscaux au kilo, en comparaison avec les tabacs exotiques. Il est rationnel et patriotique de favoriser la culture nationale, mais il faut le faire modérément. Le droit spécifique que préconise le nouveau projet n'a d'autre but que de garder au produit indigène la faveur dont il a besoin. Sans cette raison majeure, les auteurs de ce projet n'auraient demandé qu'au produit fabriqué la totalité de l'impôt en respectant intégralement la perception *ad valorem*.

Donc la seconde condition est parfaitement remplie également et beaucoup mieux que dans le projet du Gouvernement, car la faveur ne prend pas la proportion d'un excès qui peut nuire à d'autres cultures intéressantes, sinon indispensables.

La troisième condition à remplir est :

3° *D'être d'application facile et d'infraction difficile.*

L'application du nouveau projet présente, quant aux droits spécifiques, le minimum de difficultés. Plus d'évaluation difficile, plus de fraude facile. Un kilo est un kilo et autant de kilos c'est autant de fois 140 ou autant de fois 0.80.

Pour ce qui concerne l'application du droit *ad valorem* sur le produit fabriqué (la banderolle, en d'autres mots), cela devient plus difficile que d'appliquer un droit spécifique, *mais infiniment moins difficile que d'appliquer un droit ad valorem sur un produit brut*. Rien n'est plus difficile que d'établir la valeur d'un tabac brut par estimation, et nous avons démontré plus haut que même la production de la facture authentique ne présente aucune garantie pour les lots de tabac se composant de plusieurs classifications de valeurs différentes.

Par contre, sur le produit fabriqué la chose devient infiniment plus aisée et à la portée de n'importe quelle intelligence. En effet, le produit fabriqué doit porter son prix de vente inscrit sur l'emballage, il ne peut être vendu qu'à ce prix. N'importe qui sait lire peut contrôler. La facilité d'application du nouveau projet saute donc aux yeux.

Il ne reste donc plus qu'à examiner si le nouveau projet :

4° *Favorise l'industrie nationale, en encourageant la production de fabricats de bonne qualité, qui peuvent facilement concourir sur le marché mondial.*

Dans la perception de droits *ad valorem* sur le produit brut, comment le législateur peut-il s'imaginer la ristourne des droits sur le produit fabriqué en Belgique et destiné à l'étranger? (Draw Back). Supposons un fabricant de cigares ayant dans sa fabrique dix sortes de tabacs à des prix différents? Ces dix sortes

ont donc acquitté dix droits différents proportionnels à leur valeur respective. Lorsqu'il faudra ristourner au fabricant les droits sur les produits fabriqués, il s'agira de fixer le montant des droits de chaque qualité de tabac par quantité employée. Comment établir ce calcul de façon claire qui permette un contrôle sûr? La chose est d'une complication infinie. En un mot, l'exportation de nos produits fabriqués devient quasiment impossible.

Alors que dans le nouveau projet la banderolle ne visant que la consommation belge n'interviendra nullement dans le produit exporté, l'élément le plus difficile à déterminer se trouve donc écarté d'emblée dans le problème de fixer la ristourne nécessaire. Il ne reste plus que la ristourne du droit spécifique à établir et comme le taux est uniforme, grâce à la balance, l'opération devient d'une facilité enfantine.

Done l'industrie nationale pourra facilement exporter. Elle ne sera pas tracassée par les formalités difficiles d'un Draw Back impossible à établir. Elle pourra donc aisément lutter à l'étranger, où elle gardera sa place.

Gardera-t-elle également sa bonne renommée? Pourquoi pas? Pourquoi ne continuerait-elle pas de fabriquer aussi bien et aussi bon que par le passé? Rien dans le nouveau projet ne vient la décourager. Par contre, le projet du Gouvernement, en établissant le droit *ad valorem* sur le produit brut, encourage l'introduction de marchandises bon marché. Le prix devient plus intéressant que la qualité et voilà le grand danger. Toute économie sur le prix se traduit par une nouvelle économie de 50 p. c. sur les droits. Fatalement l'industrie nationale doit souffrir d'un tel système.

Le nouveau projet est donc de beaucoup préférable à celui du Gouvernement.

D'une façon générale, il lui est encore supérieur parce qu'il respecte beaucoup plus intégralement le principe démocratique et rationnel de la perception de l'impôt proportionnellement à la valeur du produit. Plus de minimum indispensable qui prive du bénéfice de la loi *ad valorem* précisément ceux que la loi veut favoriser.

Il offre encore le très grand avantage de permettre au Gouvernement, en cas de désillusion dans le rendement de l'impôt ou en cas de nouvelles nécessités, de faire rendre à l'article encore plus en ne changeant rien au texte de la loi, mais en changeant simplement quelques chiffres de la banderolle.

Cette législation, qui permet de réprimer facilement toute fraude, favorisera le commerce honnête et lui permettra de se développer sans heurts.

Les produits devant porter le nom du fabricant et le prix de vente donneront au public le maximum de garantie. Aussi la masse de la population ne pourra qu'applaudir à la nouvelle loi.

La Section centrale, examinant ensuite les modifications proposées par le Gouvernement pour la perception des droits d'accise, a été amenée à proposer certains amendements qui s'imposent par les raisons suivantes :

La culture industrielle du tabac a pris dans ces derniers temps, grâce à l'action intelligente des syndicats, une extension remarquable. Les plants ont été sélectionnés, le produit a gagné en arôme et en finesse et conquis la faveur du public.

La culture domestique est restée la grande favorite des ouvriers de la cam-

pagne. Elle est l'objet des soins les plus assidus : le matin, à midi, le soir, à chaque instant libre, l'ouvrier visite son carré de tabac; il en revient rarement sans avoir pincé un rejet, redressé une feuille, butté un plant. Le tabac est pour lui une plante de rêve : dès les premiers jours de la plantation il en vante le rendement futur, la qualité, le parfum : on se demande si le tabac avant sa récolte ne lui procure pas plus de jouissance qu'au fourneau de sa pipe. Il importe d'encourager cette culture, qui donne à tant de braves gens un peu de bonheur dans la vie. Aussi la Section centrale s'est-elle efforcée de concilier les intérêts du fisc avec ceux de la culture.

Une chose, en effet, importe au Trésor : toucher l'impôt sur tout le tabac cultivé en Belgique. Ce but atteint, l'action du fisc doit cesser sous peine d'être taxée de vexatoire.

Le projet du Gouvernement prévoit deux bases à l'impôt : une base provisoire, 5 centimes au plant et une base définitive, 80 centimes au kilog de tabac sec. De ce double point de vue découlent quantité de mesures fiscales qui, strictement parlant, se justifieraient si elles s'adressaient à la seule grande culture, mais qui, appliquées à des milliers de cultures la plupart d'une centaine de plants, deviennent intolérables.

Aux termes du projet, le planteur est astreint à quatre déclarations près le receveur des accises et éventuellement à une cinquième. Cela est-il admissible pour la perception de droits de 5 à 50 francs ?

Il a paru plus pratique à la Section centrale de simplifier cette procédure.

La base provisoire de l'impôt a été adoptée comme base définitive. Le planteur déclarera le nombre de plants et paiera cinq centimes au plant. Si les intempéries de la saison viennent ruiner ses espérances et l'obliger à détruire sa récolte en partie ou en totalité, il provoquera la constatation du receveur.

Le droit étant basé sur le nombre de plants, il a paru pratique de reculer la date de la déclaration au 1^{er} juillet. A cette date, en effet, les plants n'ont pas encore acquis de valeur et la période critique de leur croissance est passée. Ultérieurement les réclamations en décharge de droits seront peu nombreuses et dues à des causes accidentelles.

Le planteur apurera son compte de la plantation précédente en même temps qu'il fera la déclaration de la plantation nouvelle. Toute plantation domestique sera créditée des droits pendant un an. Aussi, tenant compte de la nécessité de faire supporter par tous, en ces heures difficiles, les charges fiscales, la Section centrale a réduit, dans une certaine mesure les obligations auxquelles étaient astreints, dans le projet du Gouvernement, les petits cultivateurs (culture familiale).

Ces mesures sont de nature à rendre plus sympathique le nouveau projet.

Messieurs, votre Commission croit avoir procédé à un examen attentif et complet du projet de loi.

Elle l'a fait avec le désir de donner au pays les ressources dont il a tant besoin pour l'œuvre de restauration nationale et avec la volonté de faire une œuvre forte et équitable.

Elle attend la décision de la Chambre avec confiance.

Le Rapporteur,
Jos. BOLOGNE.

Le Président,
E. TIBBAUT.

Projet de loi
ET
Texte proposé par la Section centrale

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Droits d'entrée.

Invoerrechten.

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Les tabacs de toute espèce sont soumis à un droit d'entrée de 50 p. c. *ad valorem*.

De tabak van alle soort wordt aan een invoerrecht van 50 t. h. der waarde onderworpen.

Ce droit est calculé sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication, c'est-à-dire sur la valeur normale en gros, augmentée des frais d'emballage et des frais de transport, d'assurance et de commission jusqu'au lieu de dédouanement.

Dit recht wordt berekend volgens de waarde ter plaatse van oorsprong of van vervaardiging, dat wil zeggen volgens de normale waarde in 't groot, vermeerderd met de kosten van verpakking en met de kosten van vervoer, van verzekering en van commissie tot op de plaats van vertolling.

ART. 2.

ART. 2.

§ 1^{er}. — La valeur mentionnée dans la déclaration doit être justifiée :

§ 1. — De waarde vermeld in de aangifte dient te worden bewezen :

1^o Sauf les exceptions que le Ministre des Finances juge convenir, par la production d'une copie de la facture se rapportant aux tabacs importés, cette copie devant être certifiée conforme par l'expéditeur et par le destinataire, même quand celui-ci charge un mandataire des formalités de dédouanement.

1^o Behoudens de uitzonderingen welke de Minister noodig acht, door indiening van een afschrift der rekening die op de ingevoerde tabak betrekking heeft, dit afschrift dienende door den bestemmeling echt te worden verklaard, zelfs wanneer laatstgemelde eenen gevolmachtigde met de pleegvormen der vertolling belast.

2^o Si la douane le requiert, par l'exhibition de la facture originale et, au besoin, par celle des livres et correspondances commerciales, tant du déclarant que, le cas échéant, du destinataire. Toutefois, les recherches dans les livres ou correspondances ne peuvent avoir lieu que sur autorisation spéciale du Direc-

2^o Indien de toldienst het vereischt, door vertoon der oorspronkelijke rekening en, desnoods, door dat der boeken en briefwisseling van koophandel, zoowel van den aangever als, desgevallende, van den bestemmeling. Nasporingen in de boeken of briefwisseling mogen echter alleen gedaan worden mits

Texte proposé par la section centrale.

DROITS SPÉCIFIQUES

1. Droits d'entrée.

ARTICLE PREMIER.

Les droits d'entrée sur les tabacs sont fixés comme il suit :

TABACS FABRIQUÉS : 1° *Cigares et cigarettes*, 700 francs les 100 kilogs.

2° *Autres y compris les extraits de tabac (praits)*, 250 francs les 100 kilogs.

TABACS NON FABRIQUÉS : 1° *Écôtés*, 155 francs les 100 kilogs.

2° *Autres y compris les côtes de tabac et les succédanés de tabac*, 140 francs les 100 kilogs.

Ces droits comprennent le droit d'accise, qui est fixé à 80 francs les 100 kilogrammes.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

SPECIFIEKE RECHTEN.

1. Invoerrechten.

EERSTE ARTIKEL.

De invoerrechten op tabak worden bepaald als volgt :

BEWERKTE TABAK : 1° *Sigaren en sigaretten*, 700 frank per 100 kilogr.

2° *Andere, met inbegrip van de tabaksextracten (praits)*, 250 frank per 100 kilogr.

ONBEWERKTE TABAK : 1° *Gestripte tabak*, 155 frank per 100 kilogr.

2° *Andere, met inbegrip van de tabaksstelen en tabakssurrogaten*, 140 frank per 100 kilogr.

In deze rechten is begrepen het accijnsrecht, dat op 80 frank per 100 kilogram is bepaald.

Projet de loi.

teur provincial des contributions directes, douanes et accises, et par les soins de fonctionnaires du grade de contrôleur au moins.

§ 2. — Même après la libération des marchandises et pendant un an à partir de la date de la déclaration, les recherches dans les livres et correspondances peuvent être effectuées par l'Administration et ce avec les mêmes effets, au regard des pénalités édictées par l'article 5, que si elles avaient été pratiquées au cours du dédouanement.

§ 3. — Celui qui est obligé légalement à tenir une comptabilité et des livres est présumé les avoir en sa possession.

ART. 3.

§ 1^{er}. — A défaut par les intéressés de produire les justifications ou de laisser effectuer les recherches visées à l'article 2, la douane peut suspendre l'accomplissement des formalités et, au besoin, faire placer les marchandises, comme si elles n'étaient pas déclarées, sous le régime du chapitre XII de la loi générale du 26 août 1822.

§ 2. — Si l'administration établit, au moyen d'éléments certains, que la copie de facture dont il est question à l'article 2 ne correspond pas à l'original ou que le destinataire s'est entendu avec le vendeur pour fixer des prix fictifs dans le but d'induire la douane en erreur, la confiscation de la marchandise est prononcée.

Wetsontwerp.

een bijzondere machtiging van den provincialen Bestuurder der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijzen, en door de zorgen van ambtenaren hebbende ten minste den graad van controleur.

§ 2. — Zelfs nadat de goederen zijn vrijgegeven en gedurende één jaar ingaande met de dagteekening der aangifte kunnen de nasporingen in de boeken en briefwisseling door het Bestuur worden gedaan, en zulks met dezelfde gevolgen, ten aanzien der onder artikel 3 bepaalde straffen, alsof zij tijdens de vertolling plaats grepen.

§ 3. — Degene die wettelijk verplicht is eene comptabiliteit en boeken te houden, wordt geacht dezelve in zijn bezit te hebben.

ART. 3.

§ 1. — Worden de bewijsstukken door de belanghebbenden niet verstrekt, of laten deze de onder artikel 2 bedoelde nasporingen niet verrichten, kan de toldienst de vervulling der pleegvormen schorsen, en desnoods, de goederen, alsof zij niet aangegeven waren, onder regiem van Hoofdstuk XII der algemeene wet van 26 Augustus 1822 doen plaatsnemen.

§ 2. — De koopwaar wordt verbeurd verklaard wanneer het Bestuur, door middel van stellige gegevens, bewijst, dat het rekeningsafschrift, waarvan sprake onder artikel 2, niet met het oorspronkelijk stuk overeenstemt, of dat de bestemming zich met den verkooper heeft verstaan om, tot misleiding van den toldienst, verzonnen prijzen vast te stellen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

Projet de loi.

En outre, le destinataire, ainsi que son mandataire éventuel si celui-ci s'est rendu complice de son commettant, encourent une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et, solidairement, une amende égale au décuple des droits fraudés.

Les peines prévues à l'alinéa qui précède sont encourues par le mandataire s'il s'est livré, à son profit exclusif et à l'insu de son commettant, à des manœuvres frauduleuses en vue d'altérer ou de dissimuler la valeur exacte à comprendre dans la déclaration.

ART. 4.

Si la valeur déclarée est jugée insuffisante par la douane, celle-ci a le droit de réclamer une déclaration supplémentaire jusqu'à concurrence de la valeur déterminée par elle.

La demande de l'Administration est notifiée par écrit au déclarant par le contrôleur des douanes.

ART. 5.

§ 1^{er}. — L'importateur qui souscrit la déclaration supplémentaire réclamée acquitte immédiatement le surplus des droits dus.

§ 2. — Il n'encourt aucune pénalité si le supplément de valeur n'atteint pas 10 p. c. de la valeur primitivement déclarée. Dans le cas contraire, il est passible d'une amende, qui ne peut dépasser le quintuple des droits fraudés.

Wetsontwerp.

Bovendien verbeuren de bestemming, alsmede zijn mogelijke gevolmachtigde, indien deze zich met zijnen lastgever medeplichtig heeft gemaakt, eene gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en, solidairelijk, eene geldboete gelijk aan tienmaal de gesloken rechten.

De gevolmachtigde belooft de onder het voorgaand lid voorziene straffen wanneer hij, uitsluitend ten eigen bate en buiten medeweten van zijnen lastgever, bedrieglijke handelingen heeft gepleegd om de juiste, in de aangifte aan te duiden waarde te vervalschen of te verheelen.

ART. 4.

Wordt de aangegeven waarde door den toldienst te laag geacht, zoo heeft deze het recht om een aanvullende aangifte te vorderen tot beloop van de waarde vastgesteld door den gemelden dienst.

De controleur der douanen geeft den aangever schriftelijk bericht van de vordering van het Beheer.

ART. 5.

§ 1. — De invoerder die de gevorderde aanvullende aangifte onderschrijft, betaalt onmiddellijk de verschuldigde verhooging van rechten.

§ 2. — Hij belooft geene straf indien de waardeverhooging niet 10 t. h. van de oorspronkelijk aangegeven waarde bereikt. In het tegenovergestelde geval, is hij strafbaar met eene geldboete die het vijfvoudig bedrag der ontdoken rechten niet mag overtreffen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

ART. 6.

Si l'importateur refuse de souscrire, dans les cinq jours après la notification prévue par l'article 4, la déclaration supplémentaire réclamée, le litige est porté devant le collège créé par l'article 7.

ART. 7.

§ 1^{er}. — Il est institué, dans chacun des chefs-lieux de province, un collège d'expertise chargé de statuer, en cas de litige, sur la valeur des tabacs importés.

Des échantillons cachetés par le déclarant et par la douane lui sont soumis, avec le procès-verbal de la contestation et le mémoire ou toutes pièces justificatives que la douane ou l'importateur ont la faculté d'y joindre.

§ 2. — Le collège est composé de deux experts désignés l'un par le déclarant, l'autre par le chef local de la douane du chef-lieu.

Si les experts ne se mettent pas d'accord sur la fixation de la valeur des tabacs, il est adjoint au collège un juge consulaire, à désigner par le Président du Tribunal de commerce sur requête du chef local de la douane.

§ 3. — Les experts doivent être choisis en tenant compte des restrictions spécifiées par les articles 44,

Wetsontwerp.

ART. 6.

Wanneer de invoerder weigert binnen de vijf dagen na de onder artikel 4 voorziene kennisgeving, de gevorderde aanvullende aangifte te onderschrijven, wordt het geschil gebracht voor het College ingesteld bij artikel 7.

ART. 7.

§ 1. — In elke provinciehoofdplaats wordt een College van schatting ingesteld dat, in geval van geschil, gelast is uitspraak te doen omtrent de waarde der ingevoerde tabak.

Stalen, gezegeld door den aangever en door den toldienst, worden aan dit College voorgelegd met het proces-verbaal van het geschil en met de memorie of alle bewijsstukken welke de toldienst of de invoerder de vrijheid hebben daarbij te voegen.

§ 2. — Het College is samengesteld uit twee deskundigen, welke de eene door den aangever en de andere door den plaatselijken tol-overste der hoofdplaats worden aangewezen,

Wanneer de deskundigen het niet eens worden omtrent de waarde-bepaling der tabak, wordt aan het College een consulaire rechter toegevoegd, die, op verzoek van den plaatselijken toloverste, door den Voorzitter der Rechtbank van koop-handel wordt aangewezen.

§ 3. — De deskundigen dienen te worden gekozen met inachtneming der voorbehoudingen bepaald bij ar-

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

Projet de loi.

283 et 310 du Code de procédure civile.

§ 4. — Avant d'entrer en fonctions, les experts prêtent, devant le Président du Tribunal de première instance, le serment suivant :

« Je jure de me prononcer sur les
» affaires qui me sont soumises en
» toute conscience, sans acception
» de personne et d'après les dispo-
» sitions de la loi, et de garder le
» secret sur toutes constatations se
» rattachant aux litiges. »

Un arrêté royal fixe la rémunération des experts.

§ 5. — Les frais d'expertise sont à charge de la partie succombante.

Quand une déclaration comprend différents postes sujets à contestations et qu'il y est attribué par le collège des estimations différentes, les unes favorables, les autres défavorables à chacune des parties, les frais sont répartis à charge de l'une et de l'autre au prorata des valeurs admises.

ART. 8.

§ 1^{er}. — Si le collège constate l'exactitude de la valeur déclarée par l'importateur, il est alloué à celui-ci, sauf le cas où la marchandise a été libérée sous caution conformément aux dispositions de l'article 11, une indemnité de retard sur le pied de l'article 244 de la loi générale du 26 août 1822, calculée au prorata du nombre de jours courant à partir de la

Wetsontwerp.

tikelen 44, 283 en 310 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging.

§ 4. — Alvorens hun ambt te aanvaarden, leggen de deskundigen, in handen van den Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, den volgenden eed af :

« Ik zweer over de zaken die aan
» mijne beoordeeling worden onder-
» worpen, naar mijn geweten, zonder
» aanzien des persoons, en volgens
» de bepalingen der wet, uitspraak
» te doen, en omtrent al hetgeen in
» verband met de geschillen bekend
» mocht worden, het geheim te be-
» waren. »

Een koninklijk besluit bepaalt de bezoldiging der deskundigen.

§ 5. — De kosten van schatting zijn ten laste van de verliezende partij.

Wanneer eene aangifte verschillende posten behelst, waartoe tusschen geschil is ontstaan, en daaraan door het College verschillende waarden worden toegekend, die de eene voordelig, de andere nadeelig zijn aan elk der partijen, worden de kosten verdeeld ten laste van de eene en van de andere partij naar evenredigheid van de aangenomen waarden.

ART. 8.

§ 1. — Indien door het College wordt vastgesteld dat de waarde, door den invoerder aangegeven, juist is, wordt aan laatstgemelde, behoudens het geval dat de koopwaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 mits borgstelling vrij werd gegeven, eene vergoeding voor oponthoud toegekend, op voet van artikel 244 der algemeene wet van 26 Augustus

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

date de la notification dont il est question à l'article 4.

§ 2. — En cas de déclaration inexacte, les droits d'entrée sont perçus sur la valeur déterminée par le collège.

§ 3. — Si, d'après la décision intervenue, la valeur des marchandises excède de 10 p. c. ou plus la valeur déclarée, l'importateur est passible d'une amende qui ne peut dépasser le décuple des droits fraudés.

§ 4. — Aucune amende n'est appliquée en cas de sous-évaluation n'atteignant pas 10 p. c.

ART. 9.

Le collège doit rendre sa décision dans les 15 jours de la naissance du litige quand les experts ont seuls à intervenir, et dans les 30 jours lorsque, par suite de désaccord entre les experts, un juge consulaire doit être appelé comme arbitre.

ART. 10.

§ 1^{re}. — Les amendes dont il est question aux articles 5 et 8 sont fixées en rapport avec la gravité des faits par le Ministre des Finances ou, dans les limites qu'il fixe, par le Directeur provincial, le recours en ce qui concerne la pénalité demeurant ouvert aux importateurs devant un Conseil du Contentieux institué auprès du Département des Finances.

Wetsontwerp.

1822, berekend naar verhouding van het getal dagen ingaande met de dagteekening der kennisgeving waarvan sprake onder artikel 4.

§ 2. — Ingeval van onjuiste aangifte worden de invoerrechten geheven van de waarde door het College bepaald.

§ 3. — Indien, volgens de gewezen beslissing, de waarde der goederen met 10 t. h. of meer de aangegeven waarde overtreft, is de invoerder strafbaar met eene boete die het tienvoudig bedrag der gesloken rechten niet mag te boven gaan.

§ 4. — Geene boete wordt toegepast wanneer de te weinig aangegeven waarde niet 10 t. h. bereikt.

ART. 9.

Het College moet zijne beslissing vellen binnen de 15 dagen na het ontstaan van het geschil wanneer de deskundigen alleen moeten tusschenkomen, en binnen de 30 dagen, wanneer ten gevolge van oneenigheid tusschen de deskundigen, een consulaire rechter als scheidsman moet aangesteld worden.

ART. 10.

§ 1. — De boeten waarvan sprake onder artikelen 5 en 8 worden, volgens de gewichtigheid der zaak, vastgesteld door den Minister van Financiën, of, binnen de door hem bepaalde grenzen, door den provincialen Bestuurder, de invoërders hebbende het recht tegen de straf in verhaal te komen voor eenen Raad voor betwiste zaken, ingesteld bij het Ministerie van Financiën.

Texte proposé par la section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Projet de loi.

§ 2.— Le Conseil du Contentieux est composé d'un président choisi parmi les magistrats de la Cour d'appel de Bruxelles, d'un négociant en tabacs désigné par le Tribunal de Commerce de la même ville et d'un fonctionnaire du Département des Finances.

Les décisions du Conseil sont souveraines.

Un arrêté royal fixe la rémunération des membres du Conseil du Contentieux.

ART. 11.

Moyennant caution fournie à la satisfaction du receveur des douanes pour les droits supplémentaires réclamés et pour l'amende éventuellement due, l'importateur peut être autorisé à disposer de tout ou partie des tabacs en litige. Toutefois, cette autorisation n'est accordée que si la valeur peut être déterminée soit d'après des échantillons, soit au vu d'une partie seulement des marchandises.

ART. 12.

§ 1^{er}. — En cas de non-payement des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, au plus tard dans les cinq jours de la notification de la décision du collège, et sauf opposition signifiée dans le même délai au directeur provincial en vue du recours visé dans la finale de l'article 10, les marchandises peuvent être vendues par la douane.

Wetsontwerp.

§ 2. — De Raad voor betwiste zaken bestaat uit eenen voorzitter gekozen onder de magistraten van het Hof van beroep te Brussel, uit eenen handelaar in tabak aangewezen door de Rechtbank van koophandel derzelfde stad, en uit eenen ambtenaar van het Departement van Financiën.

Debeslissingen van den Raad zijn onherroepelijk.

Een koninklijk besluit bepaalt de bezoldiging der leden van den Raad voor betwiste zaken.

ART. 11.

Mits borgstelling ten genoeg van den tolontvanger voor de gevorderde aanvullende rechten en voor de desvoorkomend verschuldigde boete, kan aan den invoerder worden toegelaten geheel of gedeeltelijk te beschikken over de tabak waaromtrent geschil bestaat. Maar die toelating wordt slechts dan verleend, wanneer de waarde kan worden bepaald, hetzij volgens stalen, hetzij op zicht van een gedeelte slechts der goederen.

ART. 12.

§ 1. — Ingeval van niet betaling der aanvullende rechten, der boete en der kosten, ten laatste binnen de vijf dagen na de kennisgeving der beslissing van het College, en behoudens verzet beteekend binnen hetzelfde tijdsbestek aan den provincialen Bestuurder met het oog op het verhaal bedoeld in de slotbepaling van artikel 10, kunnen de goederen door den toldienst verkocht worden.

Texte proposé par la Section centrale.

—

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

—

Projet de loi.

Il en est de même si l'importateur, après avoir souscrit une déclaration supplémentaire, n'a pas effectué dans les cinq jours le paiement du surplus des droits dus et, le cas échéant, de l'amende.

§ 2. — Le produit de la vente, après déduction des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, est tenu à la disposition de l'ayant-droit pendant trois années à partir du jour de la vente.

§ 3. — Si le solde disponible n'est pas réclamé dans le délai fixé, il est définitivement acquis au Trésor.

Droit d'accise.

ART. 13.

Les tabacs indigènes, qu'ils soient destinés à être consommés par le planteur lui-même ou par autrui, sont passables d'un droit d'accise perçu à raison de 80 centimes par kilogramme de tabac sec récolté.

Dans le but de sauvegarder les intérêts du Trésor, le planteur est soumis à une taxe de garantie calculée à raison de 5 centimes par plant de tabac.

Wetsontwerp.

Hetzelfde geldt indien de invoerder, na eene aanvullende aangifte te hebben onderschreven, de verschuldigde verhoogde rechten en, bij voorkomend geval, de boete binnen de vijf dagen niet heeft betaald.

§ 2. — De opbrengst van den verkoop, na aftrek der aanvullende rechten, der boete en der kosten, wordt, gedurende drie jaar te rekenen van den verkoopdag, ter beschikking van den rechthebbende gehouden.

§ 3. — Indien het beschikbaar saldo binnen het bepaalde tijdvak niet wordt opgevorderd, komt het onherroepelijk aan den Staatsschat ten goede.

Accijsrechten.

ART. 13.

Inlandsche tabak, dat zij weze bestemd om te worden verbruikt door den planter zelf, of door anderen, wordt onderworpen aan een accijsrecht, geheven op voet van 80 centiem per kilogram ingeoogste droge tabak.

Ter vrijwaring van de belangen der Schatkist wordt den planter eene waarborgtaxe opgelegd, berekend op voet van 5 centiem per tabaksplant.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

II. — Droits d'accise.

ART. 2.

§ 1^{er}. — Les tabacs indigènes, qu'ils soient destinés à être consommés par le planteur lui-même ou par autrui, sont passibles d'un droit d'accise perçu à raison de 80 centimes par kilogramme de tabac récolté *pour les tabacs provenant de culture comprenant plus de mille plants et de 5 centimes par plant pour les tabacs provenant de cultures moindres.*

§ 2. — Dans le but de sauvegarder les intérêts du Trésor, le planteur *d'un nombre supérieur à mille plants* est soumis à une taxe de garantie calculée à raison de 5 centimes par plant de tabac.

II. — Accijnsrechten.

ART. 2.

§ 1. — Inlandsche tabak, bestemd om te worden verbruikt, hetzij door den planter zelf, hetzij door anderen, wordt onderworpen aan een accijnsrecht, geheven op voet van 80 centiem per kilogram inge oogste tabak *voor tabak gewonnen op tabaksvelden met meer dan duizend planten en van 5 centiem per plant voor tabak gewonnen op tabaksvelden van minderen omvang.*

§ 2. — Ter vrijwaring van de belangen der Schatkist, wordt den planter *van meer dan duizend planten* eene waarborgtaxe opgelegd, berekend op voet van 5 centiem per tabaksplant.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 14.

§ 1^{er}. — Tout planteur de tabac est tenu de faire au bureau des accises dans le ressort duquel les terres sont situées, une déclaration de culture indiquant la situation exacte de chaque plantation et le nombre de plants qui s'y trouvent.

§ 2. — Cette déclaration doit être faite avant le 1^{er} juin ou dans les huit jours de la plantation si celle-ci a eu lieu postérieurement à cette date; elle mentionne si le tabac récolté est destiné à la vente ou à la consommation du planteur. Le Ministre des Finances prescrit le modèle de cette déclaration.

§ 3. — Lorsqu'une culture est faite de telle manière que des clôtures, des récoltes ou d'autres obstacles empêchent de l'apercevoir de la voie publique, la déclaration doit en faire mention expresse et donner les indications voulues pour que les employés puissent trouver la plantation.

ART. 15.

§ 1^{er}. — La quantité de tabac résultant de la déclaration faite en

ART. 14.

§ 1. — Ieder tabaksplanter is gehouden ten kantore der accijnzen in welks gebied de gronden gelegen zijn, eene teeltaangifte te doen, welke de nauwkeurige ligging van elke planterij en het getal tabaksplanten die zich daarop bevinden, aanduidt.

§ 2. — Deze aangifte moet gedaan worden voor 1 Juni of binnen de acht dagen na het planten, indien dit na dien datum heeft plaats gehad; zij vermeldt of de geoogste tabak bestemd is tot verkoop of tot verbruik door den planter. De Minister van Financiën schrijft het model dezer aangifte voor.

§ 3. — Wordt eene teelt aldus gedaan dat afsluitingen, gewassen of andere hinderpalen beletten dezelve van op den openbaren weg te bemerken, dan moet de aangifte zulks uitdrukkelijk vermelden en de noodige aanwijzingen verstrekken opdat de beambten de planterij kunnen vinden.

ART. 15.

§ 1. — De hoeveelheid tabak welke blijkt uit de in uitvoering

Texte proposé par la Section centrale.

§ 3. — *Le planteur d'un nombre de mille plants ou moins sera tenu d'acquitter le droit à l'époque fixée à l'article 3.*

ART. 3.

a) Tout planteur de tabac est tenu de faire soit en personne, soit par la poste au bureau des accises dans le ressort duquel les terres sont situées, une déclaration de culture indiquant la situation exacte de chaque plantation et le nombre de plants qui s'y trouvent.

b) Cette déclaration doit être faite avant le 1^{er} juillet ou dans les huit jours de la plantation si celle-ci a eu lieu postérieurement à cette date; elle mentionne si le tabac récolté est destiné à la vente ou à la consommation du planteur. Le Ministre des Finances prescrit le modèle de cette déclaration qui sera mise à la disposition du planteur aux bureaux des receveurs et aux maisons communales.

Par exception, cette année, la déclaration devra être faite dans la quinzaine qui suivra la promulgation de la loi.

c) Lorsqu'une culture est faite de telle manière que des clôtures, des récoltes ou d'autres obstacles empêchent de l'apercevoir de la voie publique, la déclaration doit en faire mention expresse et donner les indications voulues pour que les employés puissent trouver la plantation.

ART. 4.

§ 1^{er}. *Le nombre de plants ou la quantité de tabac résultant de la déclara-*

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

§ 3. — *De planter van duizend planten of minder is verplicht, het recht te betalen op den bij artikel 3 bepaalden tijd.*

ART. 3.

a) Elke tabaksplanter is gehouden, hetzij persoonlijk, hetzij door de post, ten kantore der accijnzen, in welks gebied de gronden gelegen zijn, eene teeltaangifte te doen, welke de nauwkeurig ligging van elke planterij en het getal tabaksplanten, die zich daarop bevinden, aanduidt.

b) Deze aangifte moet gedaan worden vóór 1 Juli of binnen acht dagen na het planten, indien dit na dien datum heeft plaats gehad; zij vermeldt of de geoogste tabak bestemd is tot verkoop of tot verbruik door den planter. De Minister van Financiën schrijft het model dezer aangifte voor, welk ter beschikking van den planter zijn zal ten kantore van de ontvangers of op de gemeentehuizen.

Bij uitzondering dient, dit jaar, de aangifte te worden gedaan binnen veertien dagen na de afkondiging der wet.

c) Wordt eene teelt aldus gedaan dat afsluitingen, gewassen of andere hinderpalen beletten dezelve van op den openbaren weg te bemerken, dan moet de aangifte zulks uitdrukkelijk vermelden en de noodige aanwijzingen verstrekken opdat de beambten de planterij kunnen vinden.

ART. 4.

§ 1. *Het getal planten of de hoeveelheid tabak, welk blijkt uit de ter*

Projet de loi.

exécution de l'article 14 est inscrite au nom du planteur dans un compte tenu par le receveur des accises. Cette quantité de tabac est calculée à raison de 1 kilogramme par 16 plants déclarés, sauf à opérer éventuellement la décharge visée au § 1^{er} de l'article 16.

Le Gouvernement peut, s'il le juge nécessaire, modifier la proportion indiquée à l'alinéa qui précède.

§ 2. — Au plus tard le 1^{er} décembre de l'année de la récolte, le planteur est tenu de déclarer la quantité de tabac sec réellement récoltée. La différence en plus existant éventuellement entre cette quantité et celle déjà inscrite au compte en vertu du § 1^{er}, est portée à ce compte comme prise en charge supplémentaire.

§ 3. — Une caution est exigée lorsque le montant de la taxe de garantie, augmentée éventuellement de celui des droits résultant de la prise en charge supplémentaire prévue au § 2, s'élève à plus de 100 francs.

§ 4. — Le compte doit être apuré au plus tard le 1^{er} août de l'année qui suit celle de la récolte.

§ 5. — Le Ministre des Finances arrête le modèle du compte, en règle la tenue et fixe la manière dont il doit être apuré.

Wetsontwerp.

van artikel 14 gedane aangifte, wordt geboekt op naam van den planter, in eene rekening door den ontvanger der accijzen gehouden. Deze hoeveelheid tabak wordt berekend op voet van 1 kilogram per 16 aangegeven planten, behoudens desvoorkomend de bij § 1 van artikel 16, bedoelde afschrijving te doen.

De Regeering mag, indien zij dit noodig acht, de in het voorgaande lid aangeduide verhoudiging wijzigen.

§ 2. — Uiterlijk op 1 December van het oogstjaar is de planter gehouden de werkelijk inge oogste hoeveelheid droge tabak aan te geven. Het verschil is meer dat desgevallend mocht bestaan tusschen deze hoeveelheid en diegene reeds op de rekening geboekt, krachtens § 1, wordt als aanvullende aanslag op deze rekening gebracht.

§ 3. — Borgtocht wordt vereischt wanneer het bedrag van de waarborgtaxe, desvoorkomend verhoogd met dat van de rechten, welke voortspruiten uit den aanvullenden aanslag voorzien onder § 2, 100 frank overtreft.

§ 4. — De rekening moet uiterlijk op 1 Augustus van het jaar volgende op dat der inoogsting aangezuiverd worden.

§ 5. — De Minister van Financiën stelt het model der rekening vast, regelt het houden daarvan en bepaalt de manier waarop zij moet aangezuiverd worden.

Texte proposé par la Section centrale.

tion faite en exécution de l'article 3, est inscrite au nom du planteur dans un compte tenu par le receveur des accises. Cette quantité de tabac est calculée à raison de un kilogramme par 16 plants déclarés, sauf à opérer éventuellement la décharge visée au paragraphe premier de l'article 5.

Le Gouvernement peut, s'il le juge nécessaire, modifier la proportion indiquée à l'alinéa qui précède.

§ 2. Au plus tard, le 1^{er} décembre de l'année de la récolte, le planteur *de plus de mille plants*, est tenu de déclarer la quantité de tabac sec réellement récoltée. La différence en plus existant éventuellement entre cette quantité et celle déjà inscrite au compte en vertu du paragraphe premier, est portée à ce compte comme prise en charge supplémentaire.

(La suite comme à l'art. 15 du projet de loi).

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

uitvoering van artikel 3 gedane aangifte, wordt geboekt, op naam van den planter, in eene rekening door den ontvanger der accijnzen gehouden. Deze hoeveelheid tabak wordt berekend op voet van 1 kilogram per 16 aangegeven planten, mits men, bij voorkomend geval, de bij § 1 van artikel 3, bedoelde afschrijving doet.

De Regeering kan, indien zij dit noodig acht, de in het voorgaande lid aangeduide verhouding wijzigen.

§ 2. Uiterlijk op 1 Decembervan het oogstjaar is de planter *van meer dan duizend planten* gehouden, de werkelijk ingeogste hoeveelheid droge tabak aan te geven. Het verschil in meer, dat desgevallend mocht bestaan tusschen deze hoeveelheid en diegene reeds op de rekening geboekt krachtens § 1, wordt als aanvullende aanslag op deze rekening gebracht.

(Het overige zooals in art. 15 van het wetsontwerp.)

Projet de loi.

ART. 16.

§ 1^{er}. — Décharge partielle ou totale de l'impôt peut être accordée, en cas de dégâts occasionnés à la récolte.

Il en est de même lorsque le redevable a détruit lui-même sa plantation totalement ou partiellement. La partie détruite est exempte de l'impôt.

§ 2. — Le Ministre des Finances détermine les conditions à remplir et le mode à suivre pour l'obtention de cette décharge.

ART. 17.

Le tabac vert ne peut être transporté qu'en destination des séchoirs, greniers ou autres lieux de dépôt des planteurs.

ART. 18.

Le planteur est tenu, huit jours au moins avant tout enlèvement de tabac sec du lieu de dépôt, de remettre au receveur des accises du ressort le document destiné à couvrir la sortie de la marchandise; ce document doit mentionner, entre autres, la date à laquelle l'enlèvement aura lieu.

ART. 19.

Les tabacs indigènes non fabriqués sont admis en entrepôt fictif ou en entrepôt particulier aux conditions à déterminer par le Ministre des Finances.

Wetsontwerp.

ART. 16.

§ 1. — Gedeeltelijke of geheele afschrijving van de belasting mag verleend worden in geval van schade aan den oogst veroorzaakt.

Dit geldt ook wanneer de belastingsschuldige zelf zijne planterij geheel of gedeeltelijk heeft vernield. Het vernielde gedeelte wordt van de belasting vrijgesteld.

§ 2. — De Minister van Financiën bepaalt de voorwaarden te vervullen en de regelen in acht te nemen tot het bekomen dezer afschrijving.

ART. 17.

Groene tabak mag slechts vervoerd worden met bestemming naar de drogerijen, zolders of andere bewaarplaatsen van de planters.

ART. 18.

Ten minste acht dagen vóór elken uitslag van droge tabak uit de bewaarplaats, is de planter gehouden aan den ontvanger der accijnzen van het gebied het bescheid over te leggen, dat den uitslag der koopwaar moet dekken; dit bescheid moet, onder meer, den datum vermelden waarop de uitslag zal geschieden.

ART. 19.

Inlandsche onbewerkte tabak wordt in fictief stapelhuis of in particulier stapelhuis toegelaten op de door den Minister van Financiën te bepalen voorwaarden.

Texte proposé par la Section centrale.

ART. 5.

Décharge partielle ou totale de l'impôt peut être accordée en cas de dégâts occasionnés à la récolte ou de destruction partielle ou totale par le redevable. Pour bénéficier de cette décharge, le planteur sera tenu avant l'enlèvement des plants de prévenir le receveur, soit verbalement, soit par écrit. Dans la huitaine de cette notification le receveur fera les constatations et prendra les dispositions nécessaires pour assurer la destruction des plants. Passé ce délai, le planteur aura la libre jouissance de sa terre et la décharge des droits lui sera acquise conformément à sa déclaration.

ART. 6.

(Comme à l'art. 17 du projet de loi).

ART. 7.

(Comme à l'art. 18 du projet de loi).

ART. 8.

(Comme à l'art. 19 du projet de loi).

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 5.

Gedeeltelijke of geheele afschrijving van de belasting kan worden verleend in geval van schade veroorzaakt aan den oogst of van gedeeltelijke of geheele vernietiging door den belastingplichtige. Om op deze afschrijving aanspraak te hebben, is de planter verplicht, vóór het wegnemen der planten, den ontvanger hetzij mondeling, hetzij schriftelijk te waarschuwen. Binnen acht dagen na deze waarschuwing doet de ontvanger de waarnemingen en neemt hij de maatregelen, die noodig zijn om de vernietiging der planten te verzekeren. Na dit tijdsverloop beschikt de planter vrijelijk over zijnen grond en heeft hij aanspraak op de afschrijving der rechten overeenkomstig zijne aangifte.

ART. 6.

(Zooals in art. 17 van het wetsontwerp.)

ART. 7.

(Zooals in art. 18 van het wetsontwerp.)

ART. 8.

(Zooals in art. 19 van het wetsontwerp.)

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 20.

ART. 20.

§ 1^{er}. — Les fabricants peuvent obtenir, moyennant caution, un crédit de six mois pour le paiement de l'accise.

§ 1. — Mits borgtocht kunnen de fabrikanten een crediet van zes maanden bekomen voor de betaling van den accijns.

§ 2. — Le terme de crédit prend cours à partir du dernier jour du mois pendant lequel les documents de prise en charge ont été délivrés.

§ 2. — De crediettermijn gaat in op den laatsten dag van de maand waarin de bescheiden van aanslag werden verstrekt.

§ 3. — Le Ministre des Finances détermine les modes de prise en charge et de décharge du compte de crédit-à-termes.

§ 3. — De Minister van Financiën bepaalt de wijzen van aanslag en van afschrijving der rekening van crediet op termijnen.

Circulation et détention des tabacs.

Vervoer en voorhanden hebben van tabak.

ART. 21.

ART. 21.

§ 1^{er}. — Les tabacs non fabriqués ne peuvent être transportés d'un endroit à un autre du royaume que sous le couvert de documents valables, consistant, suivant le cas, en acquits d'entrée, quittances d'accise, passavants, passavants-à-caution, délivrés au nom du destinataire de la marchandise.

§ 1. — Onbewerkte tabak mag van de eene plaats van het Rijk naar de andere slechts vervoerd worden onder dekking van geldige bescheiden bestaande, naar het geval, uit invoerbewijzen, accijnskwijtschriften, geleibrieven, borggeleibrieven, uitgegeven tennamen van den bestemming der koopwaar.

§ 2. — Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer la régularité de la détention ou du transport des tabacs non fabriqués.

§ 2. — De Regeering wordt gemachtigd de noodige maatregelen te treffen om de regelmatigheid van het voorhanden hebben of van het vervoer der onbewerkte tabak te verzekeren.

Dispositions générales.

Algemeene bepalingen.

ART. 22.

ART. 22.

Les dispositions générales de la loi du 26 août 1822, celles de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude, celles de la loi du

De algemeene bepalingen der wet van 26 Augustus 1822, die der wet van 6 April 1843 op de betuiging der smokkelarij, die der wet

Texte proposé par la Section centrale.

Teksts door de Middenafdeeling voorgesteld

ART. 9.

ART. 9.

(Comme à l'art. 20 du projet de loi).

(Zooals in art. 20 van het wetsontwerp.)

ART. 10.

ART. 10.

(Comme à l'art. 21 du projet de loi.)

(Zooals in art. 21 van het wetsontwerp.)

ART. 11.

ART. 11.

(Comme à l'art. 22 du projet de loi.)

(Zooals in art. 22 van het wetsontwerp.)

Projet de loi.

4 mars 1846 sur les entrepôts et celles de la loi du 6 août 1849 sur le transit modifiée par les lois du 3 mars 1851 et du 1^{er} mai 1858, sont applicables aux planteurs, négociants, fabricants, débiteurs ou autres détenteurs de tabacs, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par la présente loi.

ART. 23.

Le Gouvernement est autorisé à prendre des mesures spéciales de surveillance en vue d'assurer la perception des droits d'entrée, d'accise et de licence en matière de tabacs.

ART. 24.

Les planteurs, négociants, fabricants, débiteurs et entrepositaires sont responsables des contraventions commises dans les locaux leur servant de lieux de dépôt ou de fabrication.

ART. 25.

§ 1^{er}. — Les agents de l'Administration des contributions directes, douanes et accises sont chargés du recensement des plants de tabac sur pied; ces agents, de même que les employés assermentés de la commune, ont accès dans tous les endroits où sont cultivés des tabacs, dans les séchoirs, greniers ou autres lieux de dépôt des planteurs, ainsi que dans les locaux où s'exercent le commerce, la fabrication ou le débit des tabacs.

§ 2. — Toute opposition aux opé-

Wetsontwerp.

van 4 Maart 1846 op de stapelhuisen en die der wet van 6 Augustus 1849 op den doorvoer, gewijzigd bij de wetten van 3 Maart 1851 en van 1 Mei 1858, zijn toepasselijk op de planters, handelaars, fabrikanten, slijters of andere personen die tabak voorhanden hebben, voor zooveel zij bij deze wet niet gewijzigd worden.

ART. 23.

De Regeering wordt gemachtigd, buitengewone toezichtsmaatregelen te treffen om de heffing der invoer-, accijns- en vergunningsrechten in zake tabak te verzekeren.

ART. 24.

De planters, handelaars, fabrikanten, slijters en entrepositarissen zijn aansprakelijk voor de overtredingen begaan in de plaatsen welke hun tot berging of bewerking van de tabak dienen.

ART. 25.

§ 1. — De agenten van het Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen zijn belast met de telling der te velde staande tabaksplanten; gemelde agenten, evenals de beëdigde beambten der gemeente hebben toegang tot al de plaatsen waar tabak verbouwd wordt, tot de droogcesten, zolders of andere bergplaatsen, alsmede tot de lokalen waar tabakshandel, -bewerking of -slijterij wordt gedreven.

§ 2. — Elk verzet tegen de ver-

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 12.

(Comme à l'art. 22 du projet de loi.)

ART. 12.

(Zooals in art. 22 van het wets-ontwerp.)

ART. 13.

(Comme à l'art. 24 du projet de loi.)

ART. 13.

(Zooals in art. 24 van het wets-ontwerp.)

ART. 14.

(Comme à l'article 25 du projet de loi).

ART. 14.

(Zooals in art. 25 van het wets-ontwerp.)

Projet de loi.

rations prévues au présent article est considérée comme refus d'exercice.

Pénalités.

ART. 26.

§ 1^{er}. — Est puni d'une amende égale au décuple des droits fraudés, le redevable qui omet de faire la déclaration de culture prescrite par l'article 14 ou qui indique inexactement dans cette déclaration le nombre de plants de tabac qu'il est tenu de soumettre à l'impôt. Cette amende ne sera pas inférieure à 200 francs si la plantation est faite de manière que des clôtures, des récoltes ou d'autres obstacles empêchent de l'apercevoir de la voie publique.

§ 2. — Les droits dus sur les plants de tabac non déclarés sont immédiatement exigibles.

§ 3. — Les dispositions qui précèdent sont applicables au redevable qui, avant d'avoir fait la déclaration prescrite par l'article 14, enlève tout ou partie des plants de tabac de sa culture pour les utiliser à la consommation.

§ 4. — Si les éléments manquent pour fixer le nombre de plants enlevés, celui est établi sur le pied de 500 plants par are.

ART. 27.

§ 1^{er}. — Tout transport ou toute détention de tabacs non couverts par des documents valables entraîne

Wetsontwerp.

richtingen voorzien bij dit artikel wordt als verhindering van ambtsuitoefening beschouwd.

Straffen.

ART. 26.

§ 1. — Wordt gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoudig bedrag der ontdoken rechten, de schatplichtige die verzuimt de bij artikel 14 voorgeschreven teeltaangifte te doen, of die in deze aangifte het getal der tabaksplanten, welke hij aan de belasting moet onderwerpen, onnauwkeurig opgeeft. Deze boete bedraagt niet minder dan 200 frank, indien de beplanting derwijze is gedaan dat afsluitingen, gewassen of andere hinderpalen beletten dezelve van op den openbaren weg te bemerken.

§ 2. — De rechten verschuldigd wegens niet aangegeven tabaksplanten zijn onmiddellijk invorderbaar.

§ 3. — Voorgaande bepalingen zijn toepasselijk op den schatplichtige die, alvorens de bij artikel 14 opgelegde aangifte te hebben gedaan, al de tabaksplanten of een gedeelte der tabaksplanten van zijne teelt wegneemt om ze tot verbruik aan te wenden.

§ 4. — Ontbreken de gegevens om het getal der weggenomen planten vast te stellen, dan wordt dit berekend op voet van 300 planten per are.

ART. 27.

§ 1. — Elk vervoer of voorhanden hebben van tabak, niet gedekt door geldige bescheiden, brengt de toepas-

Texte proposé par la section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

ART. 15.

(Comme à l'article 26 du projet de loi en remplaçant aux §§ 1^{er} et 5 la mention de l'article 14 par celle de l'article 3.)

ART. 15.

(Zooals in art. 26 van het wetsontwerp, mits, in §§ 1 en 3, de melding van artikel 14 wordt vervangen door die van artikel 3.)

ART. 16.

(Comme à l'article 27 du projet de loi).

ART. 16.

(Zooals in art. 27 van het wetsontwerp).

Projet de loi.

L'application des articles 19 et 22 à 25 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude.

§ 2. — Les substitutions, manquants, excédents ou autres irrégularités de cette nature, constatés lors de l'enlèvement des tabacs, en cours de transport ou à destination, tombent sous le coup de l'article 25 de la loi du 6 août 1849 sur le transit.

§ 3. — Toute contravention aux dispositions du § 2 de l'art. 5 de la loi du 17 avril 1896 est punie de la confiscation des tabacs trouvés dans les magasins, fabriques ou débits, et d'une amende égale au double droit de licence exigible.

§ 4. — Si le recensement des séchoirs, des entrepôts fictifs ou des entrepôts particuliers révèle un manquant ou un excédent dépassant 20 p. c. de la balance du compte, il est dû une amende égale au décuple du droit d'accise afférent au manquant ou à l'excédent.

Toute la quantité trouvée en trop est, en outre, inscrite au débit du compte.

ART. 28.

§ 1^{er}. — Tout refus d'exercice et toute contravention pour laquelle il n'est pas édicté d'amende par une disposition spéciale de la présente loi sont punis d'une amende de 1,000 à 5,000 francs.

§ 2. — Indépendamment des amendes encourues, les droits fraudés sont toujours exigibles; les tabacs

Wetsontwerp.

sing mede van de artikelen 19 en 22 tot 25 der wet van 6 April 1843 op de beteugeling der smokkelarij.

§ 2. — De indeplaatstellingen, tekorten, overschotten of andere soortgelijke onregelmatigheden van dien aard, bij de wegneming van de tabak, tijdens het vervoer of ter bestemming vastgesteld, vallen onder de toepassing van artikel 25 der wet van 6 Augustus 1849 op het vervoer.

§ 3. — Elke overtreding van de bepalingen van § 2 van artikel 5 der wet van 17 April 1896 wordt gestraft met verbeurdverklaring van de tabak gevonden in de magazijnen, fabrieken of slijterijen, en met eene boete gelijk aan het dubbel invorderbaar vergunningsrecht.

§ 4. — Doet de opneming in de droogcesten, fictieve of particuliere stapelhuizen een tekort of een overschot ontdekken, dat 20 % van de balans der rekening overtreft, dan is eene boete verschuldigd gelijk aan het tienvoudig bedrag van het accijsrecht in verband met het overschot of tekort.

Gansch de te veel bevonden hoeveelheid wordt daarenboven op het debet van de rekening geboekt.

ART. 28.

§ 1. — Elke verhindering van ambtsuitoefening en elke overtreding, waarvoor geene boete wordt voorzien bij een bijzondere bepaling dezer wet, worden gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank.

§ 2. — Benevens de beloopte boeten, zijn de ontdoken rechten steeds invorderbaar; de tabak en,

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 17.

(Comme à l'art. 28 du projet de loi.)

ART. 17.

(Zooals in art. 28 van het wets-
ontwerp.)

Projet de loi.

et éventuellement les ustensiles sont saisis et confisqués.

ART. 29.

§ 1^{er}. — Les personnes dénommées à l'art. 231 de la loi générale du 26 août 1822 qui ont corrompu ou tenté de corrompre un employé de l'Administration, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un de leurs agents ou d'un tiers, sont passibles, outre les pénalités édictées par l'art. 232 du Code pénal, d'une amende de 10,000 francs au profit du Trésor.

ART. 30.

§ 1^{er}. — Les amendes ci-dessus sont doublées en cas de deuxième infraction constatée dans les trois ans, alors même que le contrevenant aurait été admis à arrêter par transaction les suites du premier procès-verbal. Il en sera de même lorsque les faits se passent dans un local non compris dans la déclaration de profession; dans ce cas il est encouru en outre un emprisonnement de 3 mois à 2 ans.

§ 2. — Les dispositions des articles 229 et 231 de la loi générale précitée sont applicables, le cas échéant, aux pénalités édictées par le présent article.

ART. 31.

Toute contravention aux mesures prises soit par le Gouvernement, soit par le Ministre des Finances, en

Wetsontwerp.

bij voorkomend geval, de gereedschappen worden in beslag genomen en verbeurdverklaard.

ART. 29.

§ 1. — De in artikel 231 der algemeene wet van 26 Augustus 1822 opgenoemde personen, die eenen beambte van het Beheer, 't zij rechtstreeks, 't zij door bemiddeling van een hunner agenten of van eenen derde, omgekocht hebben of getracht hebben om te koopen, zijn strafbaar, buiten de straffen bij art. 232 van het Strafwetboek vastgesteld, met eene boete van 10,000 frank ten bate der Schatkist.

ART. 30.

§ 1. — De hierboven voorziene boeten worden verdubbeld bij een tweede overtreding binnen drie jaren vastgesteld, zelfs dan wanneer de overtreder werd toegelaten, de gevolgen van het eerste proces-verbaal door een vergelijk te stuiten. Dit geldt ook, wanneer de feiten voorvallen in een lokaal, dat in de aangifte van beroep niet begrepen is; in dit geval wordt daarenboven eene gevangenisstraf van 3 maand tot 2 jaar toegepast.

§ 2. — De bepalingen van de artikelen 229 en 231 van voormelde algemeene wet zijn, bij voorkomend geval, toepasselijk op de straffen bij het tegenwoordig artikel opgelegd.

ART. 31.

Elke overtreding van de maatregelen getroffen, 't zij door de Regeering, 't zij door den Minister

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

ART. 18.

(Comme à l'art. 29 du projet de loi.)

ART. 18.

(Zooals in art. 29 van het wets-
ontwerp.)

ART. 19.

(Comme à l'art. 30 du projet
de loi.)

ART. 19.

(Zooals in art. 30 van het wets-
ontwerp.)

ART. 20.

(Comme à l'art. 31 du projet
de loi.)

ART. 20.

(Zooals in art. 31 van het wets-
ontwerp.)

Projet de loi.

exécution des prescriptions de la présente loi et non spécialement visée dans les articles qui précèdent, est punie d'une amende de 200 à 2,000 francs.

ART. 32.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Dispositions transitoires.

ART. 33.

Tout détenteur de tabacs non fabriqués provenant de la récolte de 1918 ou de récoltes antérieures et qui n'ont pas acquitté le droit d'accise doit en faire la déclaration par écrit au bureau des accises du ressort endéans les huit jours, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, et acquitter en même temps le droit de 80 francs par 100 kilogrammes.

Le Ministre des Finances prend les mesures d'exécution nécessaires pour assurer le paiement du droit visé à l'alinéa qui précède.

ART. 34.

Quiconque fournit des renseignements inexacts dans la déclaration prescrite par l'article 33 ou omet de remettre cette déclaration dans le délai fixé, est puni d'une amende égale au décuple du droit fraudé, indépendamment de la confiscation des tabacs.

Wetsontwerp.

van Financiën, ter uitvoering van de voorschriften dezer wet, en niet bijzonder voorzien bij de artikelen die voorafgaan, wordt gestraft met eene boete van 200 tot 2,000 frank.

ART. 32.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 betreffende de voorwaardelijke veroordeeling zijn niet van toepassing op de overtredingen voorzien bij deze wet.

Overgangsbepalingen.

ART. 33.

Eenieder die onbewerkte tabak, voortkomende van den oogst van 1918 of van vorige oogsten, voorhanden heeft en het accijnsrecht niet betaald heeft, moet daarvan schriftelijk aangifte doen ten kantore der accijnzen van het gebied binnen acht dagen na het in werking treden dezer wet en terzelfder tijd het recht van 80 frank per 100 kilogram betalen.

De Minister van Financiën treft de noodige uitvoeringsmaatregelen om debetaling van het recht bedoeld in het voorgaande lid te verzekeren.

ART. 34.

Alwie in de aangifte, voorgeschreven bij artikel 33, onnauwkeurige inlichtingen verstrekt of verzuimt binnen den gestelden tijd deze aangifte te doen, wordt gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoudig bedrag van het ontdoken recht, onverminderd de verbeurdverklaring van de tabak.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

ART. 21.

(Comme à l'art. 52 du projet de loi.)

ART. 21.

(Zooals in art. 52 van het wetsontwerp.)

ART. 22.

(Comme à l'art. 53 du projet de loi.)

ART. 22.

(Zooals in art. 53 van het wetsontwerp.)

ART. 23.

(Comme à l'art. 54 du projet de loi en remplaçant la mention de l'article 53 par celle de l'article 22.)

ART. 23.

(Zooals in art. 54 van het wetsontwerp, mits vervanging van de melding van artikel 53 door die van artikel 22.)

Projet de loi.

—

Wetsontwerp.

—

—

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeling voorgesteld.

III. — Droits ad valorem sur produits fabriqués.

III — Rechten naar de waarde op de bewerkte producten.

ART. 24.

ART. 24.

En dehors des droits spécifiques d'entrée et d'accises sur tabacs fabriqués et non fabriqués, sont soumis à un droit de banderolle proportionnel, les articles suivants :

Buiten de specifieke invoer- en accijsrechten op bewerkte en onbewerkte tabak, worden de volgende artikelen onderworpen aan een evenredig bandjesrecht :

Cigares (tous les prix ci-dessous sont ceux du détail) :

Sigaren (onderstaande prijzen zijn de kleinhandelsprijzen.)

1^{re} catégorie, jusque 0.20 : 1 cent. = fr. 10 au 1,000 ;

1^{ste} klasse tot 0.20 : 1 cent. = fr. 10 per 1,000 ;

2^e catégorie, plus de 0.20 jusque 0.50 : 2 cent. = fr. 0.20 au 1,000 ;

2^e klasse, boven 0.20 tot 0.30 : 2 cent. = fr. 0.20 per 1,000 ;

3^e catégorie, plus de 0.50 jusque 0.45 : 4 cent. = fr. 40 au 1,000 ;

3^e klasse, boven 0.30 tot 0.45 : 4 cent. = fr. 40 per 1,000 ;

4^e catégorie, plus de 0.45 jusque 0.70 : 6 cent. = fr. 60 au 1,000 ;

4^e klasse, boven 0.45 tot 0.70 : 6 cent. = fr. 60 per 1,000 ;

5^e catégorie, plus de 0.70 jusque 0.95 : 8 cent. = fr. 80 au 1,000 ;

5^e klasse, boven 0.70 tot 0.95 : 8 cent. = fr. 80 per 1,000 ;

6^e catégorie, plus de 0.95 jusque 1.50 : 10 cent. = fr. 100 au 1,000 ;

6^e klasse, boven 0.95 tot 1.50 : 10 cent. = fr. 100 per 1,000 ;

7^e catégorie, plus de 1.50 : 17 1/2 cent. = fr. 175 au 1,000.

7^e klasse, boven 1.50 : 17 1/2 cent. = fr. 175 per 1,000 ;

Cigarillos. (Poids moins de 3 kil. au mille. Seul emballage autorisé : carton ou papier, à l'exclusion du bois ou du métal) :

Cigarillos. (Gewicht beneden 3 kil. per duizend. Eenige toegelaten verpakking : karton of papier, ter uitsluiting van hout of metaal.)

Jusque fr. 0.50 le paquet de 10 : 5 fr. le mille ;

Tot fr. 0.50 het pakje van 10 : 5 fr. per duizend ;

plus de fr. 0.50 à 0.75 le paquet de 10 : 10 fr. le mille ;

Boven fr. 0.50 tot 0.75 het pakje van 10 : 10 fr. per duizend ;

au-delà de fr. 0.75 le paquet de 10 : 20 fr. le mille.

Boven fr. 0.75 het pakje van 10 : 20 fr. per duizend.

Cigarettes :

Sigaretten :

1^{re} catégorie, jusque fr. 0.50 le paquet de 25 fr. 1.00

1^{ste} klasse : tot fr. 0.50 het pakje van 25. fr. 1.00

2^e catégorie, de 2 à 3 centimes la pièce 2.00

2^e klasse : van 2 tot 3 centiem het stuk 2.00

3^e catégorie, plus de 3 jusque 5 centimes la pièce. 4.00

3^e klasse ; boven 3 tot 5 centiem het stuk 4.00

4^e catégorie, plus de 5 jusque 7 centimes la pièce. 6.00

4^e klasse : boven 5 tot 7 centiem het stuk 6.00

Projet de loi.

—

Wetsontwerp.

—



Texte proposé par la Section centrale.

5 ^e catégorie, plus de 7 jusque 10 centimes la pièce	10.00
6 ^e catégorie, au-delà de 10 centimes la pièce.	20.00

Tabac à fumer :

	1 ^{er} kilo.
1 ^{re} catégorie, jusque 5 fr. le kilo.	0.50
2 ^e catégorie, de 5 à 6 fr. le kilo.	0.80
3 ^e — de 8 à 12 fr. — .	1.00
4 ^e — au-delà de 12 — .	1.50

Tabac à mâcher :

Une seule classe, fr. 0.50 au kilo.

Tabac à priser :

Une seule classe, fr. 0.50 au kilo.

Les mêmes droits sont applicables aux marchandises importées de l'étranger.

Le prix de détail comprend la valeur de la marchandise et le droit de banderolle.

ART. 25.

Les droits de banderolle doivent être acquittés par le fabricant par l'application de la banderolle sur les paquets avant l'enlèvement de ses magasins.

Pour les articles importés, les droits devront être acquittés au bureau de frontière de la douane ou à défaut dans un délai maximum de trois jours après la réception.

Le Ministre prendra les dispositions relatives à la mise en paquets, leur forme et la vente. Il établit les conditions sous lesquelles serait prévu le cas de remplacement de banderolles employées ou non employées ou un remboursement.

Les banderolles n'ayant pas été employées et appliquées conformément aux dispositions de la présente

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

5 ^e klasse : boven 7 tot 10 centiem het stuk	10.00
6 ^e klasse : boven 10 centiem het stuk	20.00

Rooktabak :

	per kilo.
1 ^e klasse : tot 5 fr. per kilo . . .	0.50
2 ^e — van 5 tot 6 fr. per kilo . . .	0.80
3 ^e — van 8 tot 12 fr. — .	1.00
4 ^e — boven 12 fr. — .	1.50

Pruimtabak :

Eéne klasse : fr. 0.50 per kilo.

Snuiftabak :

Eéne klasse : fr. 0.50 per kilo.

Dezelfde rechten zijn toepasselijk op de uit het buitenland ingevoerde waren.

In den kleinhandelsprijs zijn begrepen de waarde van de waar en het bandjesrecht.

ART. 25.

De bandjesrechten moeten door den fabrikant betaald worden bij wijze van aanbrenging van het bandje op de pakken vóór het weghalen daarvan uit zijne magazijnen.

Voor de ingevoerde artikelen moeten de rechten betaald worden ten grenskantore van den toldienst of, zoo niet, binnen ten hoogste drie dagen na de ontvangst.

De Minister schrijft de schikkingen voor betreffende het tot pakken maken, den vorm daarvan en den verkoop. Hij stelt de voorwaarden vast, waaronder zou voorzien zijn het geval van vervanging van al of niet gebruikte bandjes of eene terugbetaling.

De bandjes, die niet werden gebruikt en aangebracht overeenkomstig de bepalingen dezer wet, wor-

Projet de loi.

—

Wetsontwerp.

—

Texte proposé par la section centrale.

loi seront considérées comme ayant perdu leur valeur.

L'application de la banderolle n'est pas nécessaire si les articles sont destinés à l'exportation sous le contrôle de la douane ou si le tabac coupé est destiné par le fabricant à un fabricant de cigarettes pour être transformé par ce dernier en cigarettes.

Un délai de 6 mois peut être accordé pour le paiement des droits contre versement d'une caution.

ART. 26.

Les demandes en restitution de droits payés sont soumises à la prescription qui est de un an à partir du moment où les droits ont été dus. Les poursuites en paiement de droits détournés sont prescrites après trois ans.

ART. 27.

Les articles dont s'agit ne peuvent être livrés par le fabricant ou grossiste que dans des paquets soigneusement fermés. Sauf exceptions, l'emballage doit être fait dans la fabrique même où les produits ont été fabriqués.

L'indication de contenu, l'espèce et la quantité ainsi que le prix de limite de détail de la classe à laquelle appartient le produit mis en vente et le nom et l'adresse du fabricant ou grossiste, doivent se trouver sur chaque paquet.

ART. 28.

Aux produits importés sur lesquels ne figurent pas les indications

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

den gaacht alle waarde te hebben verloren.

Het bandje dient niet te worden aangebracht, zoo de artikelen zijn bestemd voor den uitvoer onder het toezicht van den toldienst of zoo de gekorven tabak door den fabrikant aan een sigarettenfabrikant wordt gezonden tot vervaardiging, door dezen, van sigaretten.

Tot betaling der rechten kan, mits zekerheidstelling, een uitstel van zes maanden worden verleend.

ART. 26.

De aanvragen tot terugbetaling van betaalde rechten verjaren door verloop van een jaar vanaf het oogenblik waarop de rechten verschuldigd waren. De vervolgingen tot betaling van ontdoken rechten verjaren door verloop van drie jaren.

ART. 27.

Bedoelde artikelen mogen door den fabrikant of grossier slechts in goed gesloten pakken geleverd worden. Behalve uitzonderingen, moet de verpakking geschieden in de fabriek zelve, waar de producten werden vervaardigd.

De aanduiding van den inhoud, de soort en de hoeveelheid, alsmede de uiterste kleinhandelsprijs der klasse, waartoe het te koop gesteld product behoort, de naam en het adres van den fabrikant of grossier moeten op elk pak voorkomen.

ART. 28.

Op de ingevoerde producten, waarop de bij artikel 27 bedoelde

Projet de loi.

Wetsontwerp.

Texte proposé par la Section centrale

de prix dont s'agit à l'article 27, il sera appliqué les taux maxima tels qu'ils ont été établis par l'article 24.

ART. 29.

Celui ou ceux qui voudront se livrer à la fabrication des produits dont s'agit aura ou auront à en donner avis par écrit à l'administration des douanes avant de commencer la fabrication en fournissant à cette dernière une description de la fabrique ou établissement qu'ils y destinent et une spécification des articles qu'ils désirent fabriquer. La fabrication ne pourra se faire que dans les locaux affectés à celle-ci.

Les personnes désignées au présent article et les constructeurs seront seuls autorisés à détenir des machines à fabriquer le tabac.

ART. 30.

Les fabricants qui désirent en même temps faire le commerce de détail des articles qu'ils fabriquent doivent en donner connaissance à l'administration des douanes en lui fournissant une description détaillée des locaux dans lesquels se fera la vente.

ART. 31.

Si le propriétaire de la fabrique désire céder ses affaires, il devra en donner connaissance à la douane dans un délai de huit jours et lui faire connaître le nouveau propriétaire.

Si les affaires ne sont pas dirigées par le propriétaire lui-même, celui-

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

prijsopgaven niet voorkomen, worden de maximum-bedragen toegepast, zooals zij bij artikel 24 zijn bepaald.

ART. 29.

Hij of zij, die bedoelde producten willen vervaardigen, moet(en), voordat zij met de vervaardiging aanvangen, daarvan schriftelijk kennis geven aan het beheer der douanen en tevens bij dit beheer inleveren eene beschrijving der daartoe bestemde, fabriek of inrichting en eene nauwkeurige opgave der artikelen, die zij wenschen te vervaardigen. De vervaardiging mag enkel geschieden in de daartoe bestemde lokalen.

Alleen aan de personen, in dit artikel aangeduid, en aan de machinebouwers is het toegelaten, werktuigen tot vervaardiging van tabak voorhanden te hebben.

ART. 30.

De fabrikanten, die terzeldertijd kleinhandel willen drijven in de door hen vervaardigde artikelen, moeten daarvan kennis geven aan het beheer der douanen en tevens bij dit beheer eene omstandige beschrijving inleveren van de lokalen, tot dien verkoop bestemd.

ART. 31.

Wil de eigenaar eener fabriek zijne zaken overlaten, dan moet hij daarvan kennis geven aan den toldienst binnen acht dagen en hem den nieuwen eigenaar doen kennen.

Wordt het bedrijf niet door den eigenaar zelf bestuurd, dan moet

Projet de loi.

—

Wetsontwerp.

—

Texte proposé par la section centrale.

ci devra faire connaître la personne qui agit en son nom et place.

ART. 32.

Les produits ne peuvent être emballés et emmagasinés que dans les locaux mêmes qui y sont affectés. Les entrées et sorties doivent être consignées dans un livre spécial qui doit être tenu soigneusement et être en tout temps à la disposition des contrôleurs et agents de la douane. Les existences seront contrôlées de temps en temps par l'administration. Il ne sera pas tenu compte des déchets de fabrication qui ne peuvent pas faire l'objet d'une application de droits.

ART. 33.

Les fabriques se trouvent sous le contrôle permanent de l'Administration des douanes et des accises et les agents y pourront pénétrer à toute heure du jour.

ART. 34.

Ceux qui voudront se consacrer au commerce des produits dont s'agit, devront en faire la déclaration préalable à l'Administration des douanes et des accises et lui permettre de contrôler entre les heures habituelles d'ouverture de l'établissement, les existences en magasin et se rendre compte si les marchandises sont convenablement pourvues de banderolles imposées. L'Administration peut exiger que des extraits de la présente loi soient affichés de façon apparente dans les locaux de l'intéressé.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

deze doen kennen welke persoon voor hem en in zijn naam optreedt.

ART. 32.

De producten mogen slechts ingepakt en opgeslagen worden in de daartoe bestemde lokalen. Al wat in- en uitgaat moet aangeteekend worden in een bijzonder register, dat zorgvuldig moet bijgehouden worden en te allen tijde ter beschikking van de controleurs en ambtenaren der douane zijn moet. De aanwezige voorraad zal van tijd tot tijd door het beheer nagegaan worden. Afval der fabricatie, waarvoor geen rechten kunnen geheven worden, komt niet in aanmerking.

ART. 33.

De fabrieken staan onder het bestendig toezicht van het Beheer der douanen en accijnzen en de aangestelden hebben toegang daartoe op elk uur van den dag.

ART. 34.

Zij, die zich willen toelagen op den handel in gemelde producten, moeten de aangifte daarvan vooraf doen aan het Beheer der douanen en accijnzen en dit Beheer toelaten, binnen de uren, waarop de inrichting gewoonlijk open is, na te gaan welke voorraad in het magazijn aanwezig is en of de waren behoorlijk van de verplichte bandjes zijn voorzien. Het Beheer kan eischen dat uittreksels uit deze wet in de lokalen van den belanghebbende op zichtbare wijze aangeplakt worden.

Projet de loi.
—

Wetsontwerp.
—



Texte proposé par la section Centrale.

ART. 35.

Les banderolles doivent rester apposées sur les paquets jusqu'au moment de leur ouverture. Les paquets ouverts, totalement ou partiellement vides, ne peuvent être remplis à nouveau. La vente à la pièce ne peut se faire, que si les produits sont puisés dans les paquets ou caisses originaux et les emballages vides doivent être détruits immédiatement.

Ceux qui recevraient des paquets ou caisses qui ne seraient pas emballés et pourvus de la banderolle dans la forme prescrite devront en donner avis endéans les trois jours à l'administration de la douane.

ART. 36.

Ceux qui tenteront de se soustraire à la banderolle se rendront coupables de fraude. La fraude sera considérée comme ayant eu lieu dans les cas suivants :

1^o Si l'on se livre à l'industrie ou au commerce des produits dont il s'agit sans en avoir donné préalablement avis conformément à la présente loi;

2^o Si les produits soumis à la banderolle ont été ou sont emmagasinés dans des endroits autres que ceux qui sont affectés à cet usage;

3^o S'il est reconnu que les écritures à tenir conformément à l'article 52 sont inexactes.

4^o Si les articles soumis à la banderolle ont été expédiés de la

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 35.

De bandjes moeten op de pakken vast blijven tot zij geopend worden. Geopende, geheel of gedeeltelijk ledige pakken mogen niet opnieuw gevuld worden. Stuksgewijze verkoop mag alleen dan geschieden wanneer de producten uit de oorspronkelijke pakken of kisten worden genomen, en de ledige verpakkingen moeten dadelijk vernietigd worden.

Zij, die pakken of kisten mochten ontvangen, welke niet verpakt noch van het bandje op de voorgescreven wijze voorzien zijn, moeten daarvan binnen drie dagen aan het Beheer der douanen kennis geven.

ART. 36.

Zij, die pogen zich aan de verplichting van het bandje te onttrekken, maken zich schuldig aan bedrog. Het bedrog wordt geacht gepleegd te zijn geworden in de volgende gevallen :

1^o Indien men het bedrijf van of den handel in bedoelde producten uitoefent zonder daarvan, overeenkomstig de wet, vooraf kennis te hebben gegeven;

2^o Indien de aan bandjes onderworpen producten in andere plaatsen dan die, voor dit gebruik bestemd, opgeslagen werden of opgeslagen zijn;

3^o Indien wordt bevonden dat de overeenkomstig artikel 52 te houden schrifturen onnauwkeurig zijn;

4^o Indien de aan bandjes onderworpen artikelen uit de fabriek wer-

Projet de loi.
—

Wetsontwerp.
—

Texte proposé par la Section centrale.

fabrique sans avoir été emballés et pourvus de la banderolle conformément aux prescriptions de la présente loi, excepté ce qui est prévu à l'article 25.

5° S'il est reconnu que des détaillants ont en leur possession des articles qui ne sont pas pourvus de la banderolle.

6° Si des paquets pourvus de la banderolle ont été vidés et remplis à nouveau.

En cas de fraude reconnue, le délinquant aura à payer une amende correspondante au quadruple de la valeur des droits fraudés avec un minimum de 50 francs pour chaque cas. De plus il devra acquitter les droits fraudés.

Si le montant des droits détournés ne peut être établi, le délinquant aura à payer une amende variant entre 50 et 100,000 francs.

En cas d'infraction, les complices ou ceux qui auront favorisé la fraude peuvent également être condamnés à une amende de 100,000 francs maximum.

ART. 57.

En cas de récidive de fraude, la peine encourue précédemment sera doublée.

En cas de nouvelle récidive, le délinquant pourra encourir une peine de 1 à 3 ans de prison.

ART. 58.

Les contraventions aux prescriptions de la présente loi concernant le droit de banderolle sont punies, pour le cas où une peine plus forte

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

den verzonden zonder te zijn verpakt noch voorzien van het bandje overeenkomstig de voorschriften dezer wet. Uitzondering wordt gemaakt voor wat bij artikel 25 is voorzien;

5° Indien wordt vastgesteld dat verkoopters in 't klein artikelen, die niet van het bandje zijn voorzien, in hun bezit hebben.

6° Indien met het bandje bekleede pakken lediggemaakt en opnieuw gevuld werden.

In geval van vastgesteld bedrog, moet de overtreder eene boete betalen, bedragende viermaal de waarde der ontdoken rechten, met een minimum van 50 frank voor elk geval. Daarenboven moet hij de ontdoken rechten betalen.

Kan het bedrag der ontdoken rechten niet worden vastgesteld, dan moet de overtreder eene boete van 50 frank tot 100,000 frank betalen.

In geval van overtreding kunnen de medeplichtigen of zij, die het bedrog in de hand werkten, eveneens worden veroordeeld tot eene boete van hoogstens 100,000 frank.

ART. 57.

Bij herhaling van bedrog wordt de vroeger toegepaste straf verdubbeld.

Bij nieuwe herhaling kan de overtreder worden gestraft tot eene gevangenisstraf van 1 tot 3 jaren.

ART. 58.

De overtredingen van de voorschriften dezer wet betreffende het bandjesrecht worden gestraft, ingeval eene zwaardere straf niet

Projet de loi.
—

Wetsontwerp.
—

Texte proposé par la section centrale.

n'aurait pas été prononcée, d'une amende de 1 à 500 francs dans les cas suivants :

1° Lorsque l'on aura offert, promis ou donné à un fonctionnaire de la douane un cadeau ou avantage quelconque.

2° Lorsqu'il aura été reconnu que par des manœuvres ou agissements quelconques on aura empêché un fonctionnaire de la douane d'exercer ses fonctions ou de le contrecarrer dans celles-ci.

Indépendamment des peines prévues par le Code pénal en ce qui concerne la subornation.

ART. 39.

Le fabricant ou grossiste répond de son personnel à son service pour toutes les pénalités que ce dernier aurait encourues.

ART. 40.

Les produits qui n'auraient pas été emballés et pourvus de la banderolle comme il est prescrit sont susceptibles de la confiscation.

ART. 41.

Sera puni d'un emprisonnement de 3 mois au moins celui qui aura employé des banderolles fausses ou falsifiées dans l'intention frauduleuse de les faire admettre comme authentiques et véritables ou qui en aura contrefait la valeur.

ART. 42.

Celui qui sciemment réemploie des banderolles usagées pourra être condamné à une amende pouvant aller jusque 500 francs.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld

werd uitgesproken, met eene boete van 1 frank tot 300 frank in de volgende gevallen :

1° Wanneer aan een ambtenaar der douane een geschenk of eenig voordeel werd aangeboden, beloofd of gegeven ;

2° Wanneer werd bevonden dat, door hoe ook genaamde practijken of handelingen, een tolbeambte verhinderd werd zijn ambt uit te oefenen, of daarin werd tegengewerkt.

Onverminderd de straffen door het Strafwetboek voorzien in zake omkoopings.

ART. 39.

De fabrikant of grossier is aansprakelijk voor al de boeten, tot welke zijn personeel mocht gestraft worden.

ART. 40.

De producten, welke niet werden verpakt noch op de voorgeschreven wijze voorzien van het bandje, kunnen verbeurdverklaard worden.

ART. 41.

Met eene gevangenisstraf van ten minste 3 maanden wordt gestraft hij die valsche of vervalschte bandjes heeft gebruikt met het bedrieglijk inzicht, ze als echte en ware te doen doorgaan, of die de waarde ervan heeft nagemaakt.

ART. 42.

Hij, die reeds gediend hebbende bandjes willens en wetens opnieuw gebruikt, kan worden gestraft tot eene boete, welke 500 frank mag bereiken.

Projet de loi.
—Wetsontwerp.
—

ART. 35.

Sont abrogés :

1° La loi du 17 avril 1896, à l'exception des chapitres III et IV et de l'art. 35 ;

ART. 35.

Worden afgeschaft :

1° De wet van 17 April 1896, uitgezonderd de hoofdstukken III en IV van den art. 35 ;

Texte proposé par la Section centrale.

ART. 43.

Mêmes peines contre ceux qui auront, sans ordre exprès de l'administration des douanes, fabriqué des sceaux, cachets qui peuvent servir à imiter les timbres de la banderolle.

ART. 44.

Les fabricants, négociants ou détaillants doivent faire, endéans les huit jours de la mise en vigueur de la présente loi, une déclaration complète et détaillée des existences en tabacs coupés, cigares, cigarettes, tabacs à priser et rolles qu'ils possèdent en leurs magasins. Les quantités existantes pourront être vendues par le fabricant endéans un mois, par le négociant et le détaillant endéans les deux mois, sans avoir à payer aucun droit. Après l'expiration de ce délai, les existences non vendues sont soumises à la perception du droit de banderolle ainsi qu'il est spécifié.

Toutefois, en cas de nécessité reconnue, l'administration des douanes est autorisée à prolonger le terme de deux mois en faveur des détaillants.

L'imposition aura lieu par l'application de la banderolle sur les paquets non vendus. Le délai de paiement pourra être prolongé de trois mois contre versement d'une caution.

IV. — Abrogations :

ART. 45.

(Comme à l'art. 35 du projet de loi.)

Tekst door de Mededeeling voorgesteld

ART. 43.

Met dezelfde straffen worden gestraft zij die, zonder uitdrukkelijk bevel van het Beheer der douanen, zegels, stempels hebben vervaardigd waarmede de merken van het bandje kunnen nagemaakt worden.

ART. 44.

Fabrikanten, groot- of kleinhandelaars moeten, binnen acht dagen na het in werking treden dezer wet, eene volledige en omstandige aangifte doen van de aanwezige voorraden gekorven tabak, sigaren, sigaretten, snuif- en roltabak, die zij in hunne magazijnen bezitten. De bestaande hoeveelheden mogen, zonder eenige betaling van recht, verkocht worden door den fabrikant binnen ééne maand, door den groot- en den kleinhandelaar binnen twee maanden. Na het verstrijken van die tijdruimte zijn de nietverkochte voorraden onderworpen aan de heffing van het bandjesrecht, zooals is bepaald.

Het Beheer der douanen kan echter, zoo het noodzakelijk wordt bevonden, die tijdruimte verlengen met twee maanden ten behoeve van de kleinhandelaars.

De belasting wordt geheven door het aanbrengen van het bandje op op de niet verkochte pakken. De betalingstermijn kan, mits zekerheidstelling, met drie maanden worden verlengd.

IV. — Opheffingen.

ART. 45.

(Zooals in art. 35 van het wetsontwerp.)

Projet de loi.

2° L'art. 4 de la loi budgétaire du 28 décembre 1897;

3° L'art. 10 de celle du 31 décembre 1900.

ART. 36.

La présente loi sortira ses effets à partir du 20 mars 1919.

Wetsontwerp.

2° Art. 4 van de begrootingswet van 28 December 1897;

3° Art. 10 dergene van 31 December 1900.

ART. 36.

Deze wet treedt in werking met ingang van 20 Maart 1919.



Texte proposé par la section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

V. — Mise en vigueur de la loi.

V. — Inwerkingtreding der wet.

ART. 46.

ART. 46.

Un arrêté royal fixera la date de la mise en vigueur de la présente loi.

Een koninklijk besluit bepaalt den datum waarop deze wet in werking treden zal.

En attendant, les droits seront perçus conformément aux mesures qui ont été édictées par M. le Ministre des Finances, en application du projet de loi déposé par le Gouvernement le 20 mars 1919.

Intusschen worden de rechten geheven overeenkomstig de maatregelen, door den Minister van Financiën voorgeschreven bij toepassing van het wetsontwerp, door de Regeering ingediend op 20 Maart 1919.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 JULI 1919.

Wetsontwerp

tot wijziging van de fiscale regelen betreffende de tabak (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BOLOLOGNE.

MIJNE HEEREN,

De ontworpen wet moet, om als een gelukkige wijziging te gelden, ten doel hebben :

1° De inkomsten, voortkomende van de rechten op de tabak, in een ruime mate te verhoogen ;

2° Geen nadeeligen invloed uit te oefenen op de in België zoo uitgebreide inlandsche tabaksteelt ;

3° Hare toepassing gemakkelijk en hare overtreding moeilijk te maken ;

4° 's Lands nijverheid te bevorderen door bij te dragen tot het voortbrengen van fabrikaten van goede hoedanigheid, die gemakkelijk op de wereldmarkt kunnen mededingen.

Worden deze vier hoofddoeleinden door het wetsontwerp bereikt?

Na een aandachtig onderzoek van het ontwerp mogen wij bevestigen, dat de toepassing dezer wet aanleiding zou geven tot uitslagen die met de hooger genoemde doeleinden volkomen in strijd zijn.

In hoofdzaak heeft het wetsontwerp klaarblijkend ten doel, aanzienlijke geldmiddelen aan 's Rijks Kas te verschaffen. Om dit te bekomen, stelt de Regeering voor, het bestaande specifiek recht van fr. 0,70 (fr. 0,15 accijnsrecht + fr. 0,55 tolrecht) te vervangen door een recht naar de waarde bepaald op 50 t. h.

Om te kunnen nagaan wat een recht naar de waarde kan opbrengen, moet

(1) Wetsontwerp, n° 111.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Tibbaut, voorzitter, Duysters, Thienpont, De Bue, Claes, Bologne en de Wouters d'Oplinter.

men noodzakelijkerwijs de *normale* waarde kennen van de bij de wet bedoelde koopwaren. Opzettelijk druk ik op deze bepaling, omdat eene wet, die een zoo belangrijke nijverheidstak als die van de tabak in België aanbelangt, niet mag worden opgevat met het vooruitzicht ze binnen een of twee jaren te moeten wijzigen en zóo aanleiding te geven tot nieuwe verwickelingen die steeds algemeene misnoegdheid en bezwarende wijzigingen van technischen aard voor de belanghebbenden teweegbrengen.

In de maanden Februari-Maart van het loopende jaar bedroeg de gemiddelde waarde van de vertolde tabak 8 frank; thans reeds, nadat millioenen kilos tabak werden ingevoerd, is de grondslag tot heffing der rechten naar de waarde fr. 1.75. Het is klaar dat, indien, na zoo korten tijd, de prijzen de normale prijzen van vóór den oorlog nabij komen, deze daling van de waarde der koopwaar voortaan slechts toenemen kan.

Mag men, op grondslag van een gansch ongewonen en toevalligen toestand, eene nieuwe wet invoeren en geheel de fiskale regeling van schier eene halve eeuw onverwerpen?

Ons scheen het wijzer toe, te steunen op de lange ervaring van de reeks normale jaren die aan 1914 voorafgingen.

Gaan wij het verslag na, dat in 1912 door den beëdigden makelaar Henri Deutz, te Amsterdam, werd uitgebracht over de verscheidene oogstjaren voor de tabak uit Nederlandsch Indië, die in Holland openbaar werd verkocht, dan komen wij tot de volgende bevindingen. Tijdens de vijf laatste daarin vermelde oogstjaren, namelijk die van 1907-1908-1909-1910 en 1911, werden gemiddeld per jaar 11 millioen kilo tabak (der soorten Malang, Rembang en Kediri) verkocht aan een gemiddelden prijs die niet 47 Hollandse centen of 70 centiemen per kilo overschreed. Hetzelfde geldt voor de Noord-Amerikaansche, de Russische, de Algerische, de Birmaansche tabak en de tabak uit Paraguay.

Dat is de grondslag, waarop de berekeningen van de opbrengst der door de Regeering voorgestelde wet moeten berusten, en niets schijnt ons gevaarlijker toe dan te steunen op de huidige prijzen.

Nu, wanneer men dezen zekeren grondslag aanneemt, dan komt men tot de slotsom dat het nieuwe ontwerp der Regeering ten gevolge zal hebben, dat de tabak de helft van de vroegere belasting zal opbrengen. Inderdaad 50 t. h. van 70 centiemen maakt 35 centiemen, terwijl het vroeger specifiek recht 70 centiemen bedroeg.

Zoo goed heeft de Regeering dit begrepen, dat zij in de Middenafdeeling een amendement heeft ingediend, waarbij de naar de waarde te heffen rechten op minstens 140 frank per 100 kilo worden gebracht.

Nu, wanneer men 140 frank per 100 kilo als minimumrecht naar de waarde neemt, onderstelt men dat de takaksprijs nooit beneden 280 frank per 100 kilo dalen kan; zoo niet heeft het beginsel van het recht naar de waarde geen beteekenis.

Wij weten dat de tabak vóór den oorlog gemiddeld 70 centiem per kilo kostte. Graag willen wij aannemen, dat wij nog lang op dezen geringen prijs zullen wachten, zelfs dat wij hem zeer waarschijnlijk nooit meer terugkrijgen.

Niettemin meenen wij dat het eene grove dwaling is, uit dien hoofde eene gansch nieuwe wet te willen tot stand brengen naar den grondslag van viermaal den normalen prijs. De waarschijnlijke kostende prijs van om 't even welk bruto-product zal, binnen enkele maanden, gemiddeld niet overschrijden den normalen prijs vermenigvuldigd met een coëfficiënt die tusschen 2 en 3 zal schommelen. Men ondervrage de invoerders van koffie, katoen, of tabak : allen zullen hetzelfde antwoord geven.

Reeds zijn groote hoeveelheden tabak, waarvan de prijzen ver beneden fr. 2.80 staan, op weg naar Antwerpen.

Onder de welingelichte invoerders van tabak zou niemand het durven tegenspreken, dat de wet der Regeering, waardoor 50 t. h. naar de waarde wordt geheven op de bruto-opbrengst met een minimum van 140 frank per 100 kilo, eerlang uitkomen zal op een specifiek recht van 100 kilo, vermits het grootste deel van de in te voeren tabak niet 280 frank per 100 kilo kosten zal. En dan?... De Regeering zal ten hoogste een specifiek recht van 140 frank per 100 kilo innen, niets meer.

Uitslag : op de inlandsche takak, 9 miljoen kilo aan	
80 centiem per kilo.	7.200,000 frank.
Op de uitlandsche, 7,350,000 kilo aan fr. 140.	10,290.000 —
Te zamen	17,490,000 —

hetgeen volstrekt onvoldoende is als opbrengst.

Aan het eerste vereischte is dus niet voldaan, met name : 1° *De geldmiddelen voortkomende van de rechten op de tabak in een ruime mate te verhoogen.*

Laten wij thans den toestand nagaan met het oog op de inlandsche teelt.

Wanneer wij zeggen dat de inlandsche tabakteelt niet kan bestaan zonder beschermende rechten, bedoelen wij *de normale tijden*. Had vóór den oorlog in België geen invoerrecht op de uitlandsche tabak bestaan, dan ware er geen inlandsche teelt geweest. Door het voortbrengen van tabak aan 60 en 70 centiemen den kilo, kan men onze teelt niet in stand houden. De prijs van de inlandsche tabak wordt geregeld naar den gemiddelden verbruiksprijs van eene goeie uitlandsche tabakssoort. Nu, thans is de prijs van de uitlandsche tabak niet alleen nog buitengewoon duur, gemiddeld 3 frank den kilo, maar wordt daarenboven nog belast met een recht naar de waarde bedragende 30 ten honderd ; daaruit volgt dat de verbruiksprijs op ongeveer 6 frank den kilo komt te staan.

De Belgische nijveraars zal dus aan den planter, die hem inlandsche tabak te koop aanbiedt, betalen omtrent 6 frank min 80 centiemen voor het accijnsrecht, dus fr. 5.20 per kilo. Vóór den oorlog heeft de planter voor zijne tabak nooit meer getrokken dan fr. 1.20 per kilo, met inbegrip van het accijnsrecht. Thans krijgt hij dus viermaal deze waarde. Heeft men een denkbeeld van de bevordering door dezen toestand aan de tabaksteelt verstrekt? Is de Regeering vanzins België in een overgroot tabaksveld te herscheppen ten nadeele van andere onontbeerlijke teelten?

Is de hooge prijs van de uitlandsche tabak, niet reeds een voldoende spoor-slag om den iever der tabaksplanters in België op te drijven ?

Het staat vast, dat deze toestand zich niet bestendigen zal en dat de waardedaling der uitlandsche tabak zal aanleiding geven tot de daling van het inlandsch product. Waarom echter moet de Regeering, door 50 t. h. naar de waarde te heffen van het reeds zoo duur zijnde uitlandsch product, de groote waarde, welke het inlandsch product geniet, noch verhoogen ?

Voor de toekomst levert het ontwerp der Regeering ook hetzelfde gevaar op. Wanneer de Regeering door haar amendement het te heffen minimum-recht naar de waarde brengt op 140 frank per 100 kilo, laat zij onderstellen dat zij de tabak, waarvoor dit minimum zal betaald worden, als eene uitzondering beschouwt. Volgens den wetgever is de prijs van 280 frank per 100 kilo een waarschijnlijk minimum voor de waarde der uitlandsche tabak. Deze zal dus 280 + 140 of 420 frank per 100 kilo als verbruiksprijs bedragen. Passen wij het hooger uitgebrachte beginsel toe, dan mogen wij besluiten dat de inlandsche tabak op dat oogenblik 420 frank, min 80 frank of fr. 3.40 per kilo zal kosten, met andere woorden dat de Regeering voornemens is, in de toekomst aan den tabaksplanter, een prijs van fr. 3.40 per kilo te verzekeren, terwijl deze vóór den oorlog nooit meer dan fr. 1.20 per kilo heeft getrokken. Is het dan noodig dat een gedeelte der bevolking, dat tijdens den oorlog aanzienlijke winsten heeft gemaakt, bij voortduur zich verrijke op de kosten van de verbruikers ?

De hooge prijs van de uitlandsche tabak is reeds een voldoende bescherming voor de inlandsche teelt, zoodat de Regeering er niet moet op uit zijn deze bescherming nog te versterken. Door het recht naar de waarde van het uitlandsch bruto-product te handhaven, beschermt de Regeering de inlandsche teelt op eene wijze die niet alleen onverdedigbaar, maar ook gevaarlijk is.

Aan het tweede vereischte is dus al te wel voldaan en, zoo de Regeering 2^o *geen nadeeligen invloed op de inlandsche teelt uitoefent*, dan moedigt zij deze buitenmate aan ten nadeele niet alleen van den Belgischen verbruiker, maar zelfs van andere meer nuttige voortbrengselen.

3^o *Wordt de toepassing der wet gemakkelijk en hare overtreding moeilijk gemaakt ?*

Om zich daarvan rekenschap te geven, zal het volstaan enkele bepaalde gevallen op te sommen :

a) Welke weg dient te worden gevolgd door den invoerder die in al de landen van voortbrenging factorijen bezit ter inzameling van al de kleine hoeveelheden tabak, bij tal van vreemde voortbrengers opgekocht tegen verschillende prijzen in vreemd geld, in vreemd gewicht, en die zijn koopwaar bewerkt, ze doet gisten, ze uilleest en verpakt ? Hoe kan hij eene rekening overleggen, welke hij niet bezit, op welke wijze moet hij zijn kostenden prijs vaststellen ten einde aan den fiscus al de mogelijke waarborgen tot controol te verschaffen ? Zoodanig ingewikkeld is de zaak, dat voor den handel hoogst nadeelige geschillen, die geen anderen oorsprong hebben, te Antwerpen zijn opgerezen. Aanzienlijke hoeveelheden tabak,

ofschoon sedert vijf of zes weken ontscheept, liggen steeds op de kaaien, daar de controleur er niet in slaagt de aangifte van den invoerder te controleren.

Een kleine handelaar van tweeden rang, die uit de tweede hand 200 balen Braziliaansche tabak had aangekocht en betaald tegen 5 frank, biedt zich bij den controleur aan om zijn tabak te vertollen volgens zijne factuur. Zijne stukken zijn volkomen in regel en niets verzet er zich tegen dat men hem voldoening geeft. Ook wordt zijne aangifte door den controleur goedgekeurd.

Doch een invoerder van den allereersten rang, die werkt op de in voorgaande paragraaf aangegeven wijze, komt met 10,000 balen, ingevoerd onder de best mogelijke omstandigheden, en bewijst met onbetwistbare stukken, dat de koopwaar hem ter kaai te Antwerpen 3 fr. 50 per kilo kost. In welken niet te ontwarren toestand wordt daardoor een gewetensvol controleur gebracht !

Moet de kostende prijs tot grondslag genomen worden? Dan betaalt de geringe koopman fr. 2.50 voor rechten, terwijl zijn machtiger mededinger slechts fr. 1.75 betaalt.

Dient daartoe te worden genomen de waarde van den dag? Dan zal de groote invoerder staande houden, zonder dat tegenspraak mogelijk zij, dat hij met zijne 10,000 balen den koers van den dag vestigt. De groote invoerder heeft tot plicht, de prijzen te doen dalen, koopwaren aan den laagst mogelijken prijs in zijn land te brengen, en nooit is het aan te nemen dat eene nationale instelling deze poging moge verlammen.

De uitslag van dit geschil is deze : honderd duizenden kilo tabak liggen ter Antwerpsche kaaien, zonder dat zij vertold kunnen worden ; zij liggen er blootgesteld aan alle weersveranderingen, aan plundering, en zij dienen te worden bewaakt tegen gekke prijzen, voor de betaling waarvan rechtsgedingen zijn ingesteld.

c) Sommige partijen tabak bestaan uit verschillende soorten waarvan de waarde kan schommelen van 4 tot 10. Gansch de hoeveelheid is op de factuur gebracht voor een gemiddelden prijs. De aangever kan dus om 't even welke hoeveelheid, zelfs de duurste soorten, aangeven aan den gemiddelden prijs en aldus tabak van 6, 7, 8, 9 en 10 doen vertollen naar den grondslag van 5 frank. De soorten, die slechts 4, 3, 2 en 1 frank waard zijn, zal hij opnieuw invoeren en de fiscus is bedrogen. Om dit bedrog te voorkomen, bestaat slechts één theoretisch middel, met name te onderstellen dat de controleur een zoodanig geoefend kenner van tabak is dat hij bevoegd is om de waarde van elke soort in verhouding tot de geheele hoeveelheid te schatten. Deze bevoegdheid bestaat echter zelfs niet bij de meest ervaren tabakslabrikanten ; want, zijn zij tot zulk werk in staat voor enkele soorten die binnen hunne specialiteit vallen, dan zijn zij er toch volstrekt toe onbevoegd wanneer het al de verschillende tabakssoorten geldt.

d) Komt het minste geschil met den controleur voor, of is er eenvoudig sprake van het bepalen der waarde bij den invoer, dan is de invoerder verplicht tot het overleggen van al zijne bescheiden, waarop zijn vermeld de

naam van zijne handelsecorrespondenten, de juiste prijzen die hij heeft betaald, het commissieloon dat hij moest toekennen, en die bescheiden, welke het gewichtigste geheim zijn van den invoerder, komen ter kennis van iedereen. Ware er enkel sprake van eene eenvoudige voorlegging der bescheiden aan den controleur, die een hooge ambtenaar is, bewust van zijn plichten, dan zou het kwaad niet zoo erg zijn. Doch, in geval van geschil, moeten deze stukken hem worden toevertrouwd. Zij blijven onvermijdelijk in de bureelen liggen. En, zoo de toldienst zich niet aan onbescheidenheid schuldig maakt, dan worden zij onvermijdelijk gepleegd door de tusschenpersonen. Een handelaar kan niet altijd zelf zijne bescheiden gaan indienen. Moest hij zich met dit werk belasten, dan zou hem schier geen tijd voor ander werk overblijven. En vermits de toldienst het eischt, is hij verplicht ze aan zijn vervoerondernemer of aan zijn doorvoerhandelaar toe te vertrouwen. Een overdreven vertrouwen moet hij in hem stellen, en niet alleen in zijn vervoerondernemer, doch ook in dezes bedienden. Het diepste geheim zijner zaken, de ziel zijner zaken, wordt aldus aan eene reeks vreemdelingen toevertrouwd.

Kan men beweren dat zoodanig stelsel geschikt is om den eerlijken handel te bevredigen? Moet men niet trachten zulke erbarmelijke toestanden te vermijden voor hen, die er bij betrokken zijn? Moeten dergelijke toestanden niet onvermijdelijk geschillen doen oprijzen?

Indien de handelaar zijne koopwaar vertolt, dan gaat deze vergezeld van stukken waarop de betaalde rechten zijn vermeld. Al wie kan rekenen, kan dus gemakkelijk berekenen welke prijs aan de vertolling ten grondslag diende, en vermits deze prijs schier altijd de kostende prijs is, kennen al de klanten van den invoerder juist dienzelfden prijs. Men behoeft niet verder aan te dringen op het nadeel dat dergelijk stelsel aan de invoerders toebrengt; dit nadeel is des te grooter, daar sommige cijfers niet zelden door de koopers op verkeerde wijze worden uitgelegd.

f) Te Antwerpen komt eene partij tabak aan. De invoerder stuurt de helft naar het stapelhuis te Brussel en de andere helft naar het stapelhuis te Antwerpen. Twee controleurs moeten er de waarde van schatten voor de vertolling van dezelfde tabak. Antwerpen neemt den prijs van 380 frank per 100 kilogr. aan, Brussel eischt 490 frank per 100 kilogr. De invoerder wijst den prijs af dien Brussel vergt. De waar wordt aangeslagen. (Dit geschil kwam voor op 6 Juni 1919). Het ongerijmdste van het stelsel is, dat de waar, die in het stapelplaats te Brussel werd aangevoerd, te Antwerpen werd gecontroleerd en dáár door den controleur van Antwerpen tegen den prijs van 380 frank werd aangenomen; er moest inderdaad een borg geleibrief afgeleverd worden. De te Antwerpen aangenomen waarde, wordt dus te Brussel met meer dan 25 t. h. verhoogd. Twee controleurs zijn het dus niet eens en brengen volstrekt verschillende adviezen uit. Hoe wil men dat er niet gestadig geschillen oprijzen tusschen hen en de belanghebbenden, zelfs met de eerlijkste, wanneer zij elkander niet verstaan ofschoon zij voor dezelfde belangen optreden?

Wat moet de klant van den invoerder denken? Hij ontvangt dezelfde waar

uit Brussel en uit Antwerpen : voor deze legt men hem fr. 1.90 rechten op, voor gene fr. 2.45. Onvermijdelijk zal hij de eerlijkheid van zijnen verkooper verdenken.

Zonder moeite zouden wij nog talrijke voorbeelden kunnen aanvoeren om te bewijzen welke moeilijkheden de toepassing der wet oplevert. Wij wijzen enkel op de meest kenschetsende en wij denken voldoende te hebben bewezen dat *de wet moeilijk toegepast en gemakkelijk overtreden kan worden*.

Nu moet nog de derde voorwaarde worden onderzocht : is de nieuwe wet *voordelig voor 's lands nijverheid*?

Ons antwoord is volstrekt ontkennend, omdat de heffing van rechten naar de waarde van een product aanzet tot het gebruik van waren van geringen prijs, bijgevolg van waren van minder gehalte. Bovendien is de terugbetaling der rechten op de tot uitvoer bestemde waren schier onmogelijk ; daartoe zijn oneindig ingewikkelde opzoekingen noodig. Kan men niet bepalen wat er van de geïnde rechten moet terugbetaald worden, zal 's lands nijverheid van den uitvoer moeten afzien.

Over 't algemeen is het ontwerp der Regeering slecht, omdat het vast staat dat het beginsel « naar de waarde », hetwelk dient in stand te worden gehouden volkomen wordt weggecijferd door de minima, in haar amendement vastgesteld. Met het oog op dit democratisch beginsel, mist het ontwerp der Regeering volkomen haar doel.

De Middenafdeeling heeft kennis genomen van het voorstel, overgelegd door het Nationaal Tabakssyndicaat, eene vereeniging waarbij zeer talrijke invoerders, landbouwers, fabrikanten en kleinhandelaars zijn aangesloten.

Laten wij onderzoeken of het beter voldoet aan de vier voorwaarden, die wij onmisbaar achten.

*1^o De inkomsten wegens de rechten op de tabak verhoogen
ten bate der Regeering.*

Het amendement van de Regeering, bij de Middenafdeeling ingediend, bepaalt de minima der heffing naar de waarde als volgt :

Onbewerkte tabak : Gestripte : 180 frank per 100 kilogr.

Andere : 140 — —

De bewerkte tabak dient niet te worden vermeld, daar de ingevoerde hoeveelheid onbeduidend is.

Alleen het minimum van 140 frank op de « niet gestripte » tabak dient in aanmerking te komen. Het is het eenige, dat den einduitslag op doorslaande wijze beïnvloeden kan.

Thans, zes maanden slechts na den wapenstilstand, betalen honderd-duizenden kilogram uitnemende tabak een invoerrecht van 175 frank per 100 kilogr. Groote hoeveelheden tabak van even goede hoedanigheid zijn onderwege naar Antwerpen en zullen minder dan 280 frank per 100 kilogr. kosten.

Daaruit volgt dat, binnen enkele weken reeds het minimum van 140 frank per 100 kilogr. zal moeten toegepast worden. Het staat vast dat dit, binnen

een jaar, ook voor de overgrootte meerderheid van tabak het geval zijn zal. Derhalve mag men de *minima door de Regeering bepaald, als echte specifieke rechten beschouwen*.

Hadden de stellers en voorstanders van het nieuwe ontwerp het inzicht het hoofddoel der Regeering tegen te werken door haar te beletten in de tabak nieuwe en belangrijke inkomsten te vinden, dan zouden zij er zich bij bepalen dit ontwerp, dat naar nauwkeurige berekeningen hoogstens 20,000,000 opbrengen kan, zonder eenig voorbehoud goedkeuren.

Doch dat ligt niet in hunne bedoeling. Gedreven door een vaderland-lievend gevoelen, dat hen stelt boven hunne rechtstreeksche persoonlijke belangen, beseffen zij dat zij de Regeering moeten ter zijde staan om de mogelijke redelijke inkomsten te vinden in een artikel dat haar deze nog geven kan; ziehier wat zij voorstellen :

Vooreerst een specifiek recht op de onbewerkte en bewerkte waar, dat van deze waren wordt geheven bij den invoer in het land. Dit specifiek recht stemt, voor de onbewerkte tabak, overeen met het recht naar de waarde, dat door het amendement der Regeering wordt voorgesteld; het is bepaald op fr. 1.40. Het accijnsrecht op de inlandsche tabak blijft bepaald op fr. 0.80 per kilogram. Het specifiek recht op de bewerkte waar bedraagt 7 frank in plaats van 12 frank, dat bij het amendement der Regeering is voorzien. Eerlijds bedroeg het recht op de bewerkte waar 6 frank. Het ontwerp, uitgaande van het Nationaal Syndicaat, verhoogt dit cijfer met 1 fr. uit hoofde van de voorgestelde verhooging van rechten op de onbewerkte tabak (fr. 1.40 in stede van fr. 0.55.)

Het eenige onderscheid tusschen het aangeprezen nieuw ontwerp en dat der Regeering is eigenlijk louter theoretisch en bestaat vooral hierin, dat onder de benaming van minimum van rechten naar de waarde verstaan wordt, wat in de practijk slechts een louter specifiek recht zijn zal.

Naar zekere en onbetwistbare gegevens, mag men bevestigen dat, vóór korten tijd, de aanneming van het ontwerp der Regeering in den vorm van rechten naar de waarde of de aanneming van het ontwerp van specifieke rechten, door het syndicaat voorgesteld voor de Regeering juist dezelfde geldelijke uitkomst hebben zal.

Doch het nieuwe ontwerp bepaalt zich hierbij niet. Aan dit specifiek recht, dat onmisbaar is om redenen die wij hieronder onderzoeken, voegt het vervolgens toe een nieuw recht naar de waarde van het bewerkt product voor het gebruik in België bestemd, en dit nieuw recht wordt eene nieuwe bron van inkomsten, welke meer opbrengen zal dan het eerste.

Volgens berekeningen, die uitgaan van de Syndicale Kamer der Tabaksfabrikanten te Luik, zal het recht, dat geheven zal worden van de bewerkte waar bij de aflevering uit de Belgische fabriek, aan de Regeering minstens 25 miljoen nieuwe inkomsten opbrengen.

Door het nieuw ontwerp zal de tabak meer dan het dubbel opbrengen van wat de Regeering mocht verwachten van haar eigen ontwerp.

Door het aangeprezen ontwerp aan te nemen, mag de Regeering 40 tot 45 miljoen verwachten van de belasting op de tabak; integendeel met haar

ontwerp mogen, binnen zeer korten tijd 20 miljoen als een maximum beschouwd worden.

Het nieuw ontwerp voldoet dus ten volle aan de eerste voorwaarde.

Onderzoeken wij thans de tweede voorwaarde :

2° *De inlandsche teelt niet benadeelen.*

Voor den oorlog werd de inlandsche tabak, in vergelijking met de uitlandsche tabak, begunstigd door 55 centiemen fiscale rechten per kilogram. 's Lands teelt bevoordeelen is redematig en vaderlandlievend, doch dit dient met mate te geschieden. Het specifiek recht, door het nieuw ontwerp gehuldigd, heeft alleen ten doel, nevens de inlandsche tabak de gunst welke welke zij noodig heeft, niet te onttrekken. Bestond deze hoofdrede niet, dan zouden de stellers van dit ontwerp de volle belasting hebben opgelegd alleen op de bewerkte tabak en tevens de heffing naar de waarde geheel hebben behouden.

Aan de tweede voorwaarde is dus ook volkomen voldaan, veel beter dan in het ontwerp der Regeering; immers, de begunstiging wordt niet buiten mate overdreven en zóó worden andere belangwekkende, ja onmisbare teelten niet benadeeld.

Het derde vereischte is : 3° *Gemakkelijke toepassing en moeilijke overtreiding.*

De toepassing van het nieuw ontwerp is, wat aangaat de specifieke rechten, het minst bezwaarlijk. Geen moeilijke schatting meer, geen gemakkelijk bedrog meer. Een kilo is een kilo en zooveel maal kilo is gelijk aan zooveel maal 140 of zooveel maal 0.80.

Wat betreft de toepassing van de belasting naar de waarde op de bewerkte tabak (met andere woorden : het bandje), die toepassing is moeilijker dan die van een specifiek recht, *doch oneindig minder moeilijk dan de toepassing van een recht naar de waarde op een onbewerkte tabak.* Niets is moeilijker dan het vaststellen van de waarde van onbewerkte tabak bij schatting en wij hebben reeds doen uitschijnen dat zelfs het vertoonen van de oorspronkelijke factuur niet den minsten waarborg oplevert voor de partijen tabak, die uit verscheidene soorten van verschillende waarde bestaan.

Daarentegen voor de bewerkte tabak wordt de zaak oneindig gemakkelijker; zij is vatbaar voor wien ook. Inderdaad, op de verpakking van de bewerkte tabak moet de verkoopprijs aangeduid zijn; alleen tegen dezen prijs mag zij verkocht worden. Wie ook maar lezen kan, kan controleeren. De gemakkelijke toepassing van het nieuw ontwerp is dus klaarblijkend.

Nu dient nog enkel te worden nagegaan of het nieuwe ontwerp :

4° *'s Lands nijverheid bevordert door bij te dragen tot het voortbrengen van fabrikaten van goede hoedanigheid, die gemakkelijk op de wereldmarkt kunnen mededingen.*

Hoe kan de wetgever, wanneer de rechten naar de waarde op de onbewerkte waar worden geheven, zich de uitkeering der rechten op de in België bewerkte en voor 't buitenland bestemde waar voorstellen? (Draw Back). Onderstellen wij een fabrikant van sigaren die in zijn fabriek tien

soorten tabak van verschillende prijs heeft? Voor deze tien soorten werden dus tien verschillende rechten betaald naar evenredigheid van hare onderscheidenlijke waarde. Wanneer men de rechten op de bewerkte waar aan den fabrikant zal moeten terugbetalen, zal het juiste bedrag der rechten voor de bewerkte hoeveelheid van elke soort tabak moeten vastgesteld worden. Hoe zal men deze rekening kunnen maken op zoo duidelijke wijze dat een ernstige contrôle mogelijk zij? De zaak is uiterst ingewikkeld. Met een woord, de uitvoer onzer bewerkte producten wordt schier onmogelijk.

In het nieuw ontwerp daarentegen heeft het bandje, dat alleen voor het inlandsch verbruik geldt, hoegenaamd niets te stellen met de uitgevoerde waar. De moeilijkst vast te stellen zaak valt dus van zelf weg, wanneer de terug te betalen som dient te worden bepaald, alleen de uitkeering van het specifiek recht moet nog bepaald worden en, daar de maatstaf dezelfde is, dank zij de balans, wordt de bewerking echt kinderspel. 's Lands nijverheid zal dus gemakkelijk kunnen uitvoeren. Zij zal niet geplaagd worden door de bezwaarvolle formaliteiten van een Draw Back, die men onmogelijk kan bepa'en. Zij zal dus zonder moeite kunnen optreden in het buitenland en daar hare plaats behouden.

Zal zij eveneens haren goeden naam bewaren? Waarom niet? Waarom zou zij in de toekomst niet even goed werken als in het verleden? In het nieuw ontwerp is er voor haar niets ontmoedigends. Integendeel, het ontwerp der Regeering, door het recht naar de waarde te vestigen op de onbewerkte waar, bevordert het invoeren van goedkoope waren. De prijs wordt van meer belang dan de hoedanigheid, en daarin ligt het groot gevaar. Elke besparing op den prijs staat gelijk met eene nieuwe besparing van 30 t. h. op de rechten. 's Lands nijverheid moet onvermijdelijk door een dergelijk stelsel geschaad worden.

Het nieuwe ontwerp is dus ver boven dat van de Regeering te verkiezen.

Over het algemeen, is het nog te verkiezen doordien het veel meer in acht neemt het democratisch en redematig beginsel van de heffing der belasting naar evenredigheid van de waarde van het product. Elke minimumbepaling, welke juist het voordeel der belasting naar de waarde onttrekt aan hen die de wet wil begunstigen, valt weg.

Het levert nog dit zeer groot voordeel op, dat de Regeering, in geval van misrekening omtrent de opbrengst der belasting of zoo nieuwe behoeften zich voordoen, nog meer kan doen opbrengen door dit artikel zonder de minste wijziging in den tekst der wet, mits men slechts eenige cijfers van het bandje verandert.

Deze regeling, waarbij elk bedrog gemakkelijk kan beteugeld worden, zal den eerlijken handel bevorderen en hem in staat stellen zich ongestoord te ontwikkelen.

Daar de waren den naam van den fabrikant en den verkoopprijs moeten vermelden, zullen zij het volk de meeste zekerheid geven, ook zal de overgrootste meerderheid der bevolking deze nieuwe wet slechts kunnen toejuichen.

De Middenafdeeling ging daarna over tot de behandeling der wijzigingen,

door de Regeering voorgesteld voor de heffing der accijnsrechten; dit bracht de Middenafdeeling er toe, sommige amendementen voor te stellen die noodig zijn om de volgende redenen :

De tabaksteelt als nijverheidstak heeft in deze laatste tijden, dank zij de verhechte werking der syndicaten, eene merkwaardige uitbreiding genomen. De planten werden uitgelezen, de geur en de hoedanigheid van de waar hebben er bij gewonnen en het publiek geeft er de voorkeur aan.

De teelt door het gezin is de groote liefhebberij gebleven van de werkliefden op het platteland. Daaraan wordt de grootste zorg gewijd : 's morgens, 's middags, 's avonds, telkens als hij vrij is, bezoekt de werkmán zijne kleine tabaksplanterij; zelden komt hij ervan terug zonder een scheut weggenomen, een blad recht gezet, eene plant aangeaard te hebben. De tabak is de plant die leeft in zijne droomen : van de eerste dagen af na de planting, roemt hij er de toekomstige opbrengst, de hoedanigheid, den geur van : terecht mag men de vraag stellen of de tabak hem vóór hare inoogsting niet meer genot verschaft dan in den kop zijner pijp. Deze teelt, die aan een aantal brave lieden een weinig geluk in 't leven schenkt, dient te worden bevorderd.

De Middenafdeeling trachtte dan ook, de belangen van den fiscus met die der teelt overeen te brengen.

De Schatkist heeft inderdaad slechts één belang, namelijk dat al de tabak, die men in België verbouwt door de belasting getroffen worde.

Wordt dit doel bereikt, dan moet de tusschenkomst der Schatkist achterwege blijven, zooniet wordt zij van kwellenden aard.

Het ontwerp der Regeering voorziet twee grondslagen voor de belasting : een voorloopigen grondslag, 5 centiem per plant, en een voorgoed bepaalden grondslag, 80 centiem per kilogr. dróge tabak. Deze dubbele belasting geeft aanleiding tot tal van fiscale maatregelen die, stipt genomen, gewettigd zouden zijn wanneer zij alleen voor de groote teelt zouden gelden, doch die, wanneer zij worden toegepast op duizenden planterijen, waarvan de meeste een honderdtal planten tellen, niet meer te dulden zijn.

Krachtens het ontwerp is de planter verplicht vier en, bij voorkomend geval, vijf aangiften te doen bij den ontvanger der accijnsen. Is dat aanneembaar, waar het geldt de heffing van rechten van 5 tot 50 frank?

De Middenafdeeling achtte het practischer, deze regeling te vereenvoudigen.

De voorloopige grondslag der belasting werd aangenomen als voorgoed bepaalde grondslag. De planter zal het getal planten aangeven en 5 centiem per plant betalen. Wanneer het gure weder zijne verwachtingen te leur stelt en hem verplicht zijnen oogst gedeeltelijk of geheel te vernietigen, zal hij den ontvanger verzoeken dit vast te stellen.

Daar het recht geheven wordt naar het getal planten, kwam het practisch voor den datum der aangift te verschuiven tot 1 Juli. Op dezen datum inderdaad hebben de planten nog geene waarde verkregen en het critische tijdperk van haren wasdom is voorbij. Later zullen de aanvragen tot uitkeering van rechten weinig talrijk en op toevallige oorzaken gegrond zijn.

De planter zal zijn rekening der vorige planting aanzuiveren wanneer hij

de nieuwe planting aangeeft. Voor elke gezinsplanterij zullen de rechten eerst na één jaar invorderbaar zijn. Ook heeft de Middenafdeeling, overtuigd dat de fiskale lasten, in deze moeilijke tijden, door allen dienen te worden gedragen, in zekere mate de lasten verzacht, die door het ontwerp der Regeering aan de kleine landbouwers (gezinsteeft) werden opgelegd.

Deze maatregelen zijn geschikt om het nieuwe ontwerp beter ingang te doen vinden.

Mijne Heeren, de Middenafdeeling meent het geheele wetsontwerp met aandacht te hebben onderzocht.

Zij onderzocht het met het verlangen, aan het Rijk de inkomsten te verschaffen die het zoo noodig heeft voor 's lands herstel, en met den wil een stevig en billijk werk tot stand te brengen.

Zij wacht met vertrouwen de uitspraak der Kamer af.

De Verslaggever,

Jos. BOLOGNE.

De Voorzitter,

E. TIBBAUT.

